

LE JOURNAL DES DÉPARTEMENTS

Hors-série - Mai 2026

«Les territoires ruraux ont aussi le droit d'avoir des projets ambitieux.»

Jérôme Dumont

Président du
Conseil départemental
de la Meuse

Disponible en kiosque sur lejournaldesdepartements.fr

CECI N'EST PAS UN VERRE D'EAU



**C'est un réservoir...
de 150 000 emplois en France**

Avec 23 millions d'habitants desservis en eau potable et 635 millions de m³ d'eaux usées traitées chaque année en France, Veolia contribue à la création de 150 000 emplois directs et indirects.

Veolia, c'est la transformation écologique au service du développement humain des territoires et des industries.

Découvrez comment Veolia accélère la transformation écologique près de chez vous : www.veolia.com/fr



LES ASSISES NATIONALES DE L'ACCÈS AUX SOINS



30 juin 2026

La Barroise
Bar-le-Duc (Meuse)



Tables
rondes



Village des
solutions



Élus &
collectivités



Professionnels
de santé



Acteurs des
territoires



Partenaires
institutionnels

TEMPS FORTS

Édito



La Meuse, territoire d'engagement et de solutions

À l'heure où notre pays s'interroge sur son organisation territoriale, sur l'égalité entre les citoyens et sur l'avenir des services publics de proximité, ce département rappelle une chose essentielle : les territoires ne demandent pas qu'on parle à leur place. Ils demandent qu'on les écoute.

Ce numéro spécial du Journal des Départements est consacré à la Meuse. Un choix qui n'a rien d'anodin. Derrière ses paysages, son histoire et son patrimoine, la Meuse incarne une forme de constance républicaine : celle d'un territoire qui avance avec sérieux, discrétion et détermination.

Dans un contexte souvent dominé par la concentration métropolitaine, certains départements démontrent chaque jour qu'il est encore possible d'agir au plus près des habitants. La Meuse fait partie de ceux-là. Ici, les enjeux de mobilité, de santé, d'attractivité ou encore de maintien des services publics ne sont pas des concepts abstraits. Ils sont vécus, affrontés et traités avec pragmatisme.

C'est aussi pour cette raison que se tiendront, le 30 juin prochain à Bar-le-Duc, les Assises Nationales de l'Accès aux Soins, organisées en partenariat avec le Département de la Meuse.

Un rendez-vous important. Sans doute même nécessaire.

Car la question de l'accès aux soins est devenue l'un des grands défis territoriaux français. Derrière les chiffres, il y a des réalités humaines : des habitants qui renoncent à se soigner, des professionnels de santé sous tension, des élus locaux qui cherchent des solutions concrètes pour maintenir une présence médicale digne de ce nom.

Partout en France, les départements prennent aujourd'hui une place croissante dans cette bataille du quotidien. Ils innovent, expérimentent, coordonnent et investissent. Souvent sans bruit. Toujours avec responsabilité.

Ces Assises auront donc une ambition claire : faire émerger des solutions utiles, réalistes et reproductibles. Non pas à partir de théories éloignées du terrain, mais à partir des expériences concrètes des territoires.

Le rôle des départements ne cesse de se renforcer. Et il faut le dire clairement : dans une France parfois fragmentée, ils demeurent l'un des derniers échelons capables de conjuguer proximité, solidarité et efficacité publique.

La Meuse nous rappelle finalement une évidence : l'avenir du pays se construira aussi depuis ses territoires.

Jean-Philippe Delbonnel
Président du Groupe Delbo Presse
Rédacteur en chef du Journal des Départements

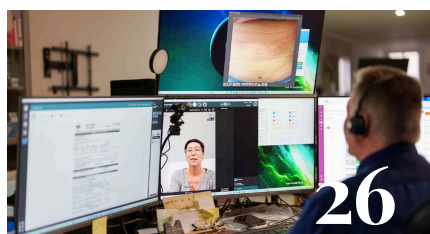
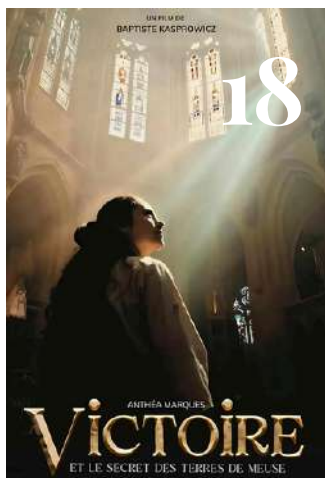
LA PHOTO DU MOIS



Sur cette photographie pleine de complicité prise à Vichy, apparaissent au premier plan Delphine Raymond, Directrice de cabinet du Département de l'Indre, entourée de Cécile Coste, Directrice de cabinet du Département de la Creuse, et de Karine Vincent, Directrice de cabinet du Département de la Haute-Loire.

Une image spontanée et chaleureuse qui illustre aussi ce qui fait la force des territoires : des femmes et des hommes engagés, capables de conjuguer exigence publique, partage d'expérience et convivialité.

SOMMAIRE



Dossier spécial Meuse

10

Territoire rural en mouvement, la Meuse affirme une ambition claire : conjuguer proximité, innovation et attractivité. Santé, mobilités, jeunesse, collèges, participation citoyenne ou développement industriel : le Département déploie des projets structurants au service des habitants et de l'avenir du territoire.

Tribunes et Opinions

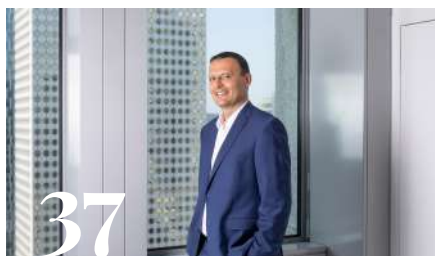
35

Regards croisés, prises de parole et analyses d'acteurs engagés autour des grands enjeux territoriaux, industriels et énergétiques qui façonnent les départements de demain.

Action départementale & Cohésion territoriale

37

Concertation citoyenne, soutien à la jeunesse, modernisation des collèges, mobilités innovantes ou accès aux soins : des politiques publiques concrètes pour garantir l'égalité des territoires et renforcer les services de proximité.



Entreprises & Territoires

36

Industrie, innovation, recherche et coopération territoriale : focus sur les dynamiques économiques qui renforcent l'attractivité et accompagnent les grands projets structurants du territoire.

Solutions & Innovation

40

Ils innovent, s'engagent et façonnent la France de demain. Zoom sur ces acteurs économiques qui créent du lien et font rayonner nos territoires par leurs initiatives concrètes.

Le Journal des Départements
est une Marque du Groupe Delbo Presse
SAS au capital de 40 000,00€

SIÈGE SOCIAL
Grand Chambord
9 Impasse la Futaie
41220
La Ferté-Saint-Cyr

Président - Fondateur du Groupe
Jean-Philippe Delbonnel

Rédacteur en chef
Jean-Philippe Delbonnel

RÉDACTION - La Ferté-Saint-Cyr
info@delbopresse.com
T 02 46 91 50 61

N° ISSN : 2823-7536
Dépôt Légal à parution : Mars 2025

PUBLICITÉ

Pour toute information ou demande relative à des insertions publicitaires, envoyez votre demande sur l'adresse info@delbopresse.com en précisant dans l'objet : « Publicité LJD ».

MENTIONS LÉGALES

IRCS Orléans 900953415
Siret : 90095341500016
Code APE 5814Z .

Relations publiques
Les articles "Relations publiques" publiés dans les magazines du Journal des Départements sont rédigés par les partenaires commerciaux.
Les opinions exprimées ainsi que les illustrations utilisées dans ces articles n'engagent que leurs auteurs.

CRÉDITS PHOTOS

Unsplash, Delbo Presse, Département de la Meuse , Benjamin KRUMBHOLZ, Eric KATZWEDEL.

Toute reproduction, représentation, traduction ou adaptation qu'elle soit intégrale ou partielle, quels qu'en soient le procédé, le support ou le média, est strictement interdite sans l'autorisation expresse et écrite par le magazine, sauf les cas prévus par l'article L-122-5 du code de la propriété intellectuelle.

Ont notamment participé à ce numéro

Mathilde Haas, Jean-Philippe Delbonnel, Marc Thébaud, Guillaume Philippot, Lilou de Carvalho, Cory Boutet-Prieur, Simon Houdebert, Bernard de Froment.

IMPRESSION DIFFUSION

Les magazines sont imprimés en France chez Imprimerie à Réaction
41 rue du Bréteil
33320 Eysines.

Ils sont diffusés en publipostage ciblé auprès des décideurs et remis à l'ensemble des parlementaires et aux entreprises ainsi que les collectivités des départements Français.

Des sondages innovants pour des analyses percutantes

A hand holding a magnifying glass over the text, symbolizing investigation and analysis.

Institut Quorum au coeur des Départements !

Les prochaines élections départementales approchent désormais à grands pas. Et à mesure que l'échéance se rapproche, une réalité s'impose progressivement dans les exécutifs locaux : le temps de l'intuition ne suffit plus.

Dans un contexte politique, économique et social particulièrement mouvant, les départements doivent aujourd'hui disposer d'une vision claire de la perception qu'ont les habitants de leur action publique.

Mobilités, collèges, routes, solidarité, personnes âgées, handicap, attractivité, santé, sécurité ou encore transition écologique : les politiques départementales touchent directement le quotidien des Français. Pourtant, beaucoup de collectivités disposent encore de peu d'indicateurs précis sur la manière dont leurs habitants évaluent concrètement les actions engagées.

À moins de deux ans du scrutin, le moment est stratégique.

Car une étude départementale ne sert pas uniquement à mesurer une popularité ou un rapport de force politique.

Elle permet surtout d'identifier les attentes prioritaires, les inquiétudes émergentes, les politiques les mieux perçues et les sujets sur lesquels une collectivité doit renforcer sa communication ou son action.

Les départements entrent désormais dans une période charnière. Celle du bilan, mais aussi de la projection.

Les exécutifs qui disposeront demain des analyses les plus fines auront une longueur d'avance : non pas uniquement pour préparer une échéance électorale, mais surtout pour ajuster leurs politiques publiques à la réalité du terrain.

C'est précisément dans cette logique que s'inscrivent aujourd'hui les études menées par l'Institut Quorum auprès des collectivités territoriales.

Baromètres d'image, enquêtes auprès des habitants, études thématiques, observatoires territoriaux ou encore analyses des attentes citoyennes : ces outils permettent désormais aux départements de mieux comprendre leur territoire, d'anticiper les évolutions de l'opinion et de nourrir leur stratégie publique.





Portrait de Jérôme Dumont, Président du Conseil départemental de la Meuse

Jérôme Dumont est un battant. Derrière une nature calme et posée se cache une détermination profonde, presque silencieuse. Ceux qui le côtoient évoquent souvent chez lui une véritable force intérieure, une capacité à tenir le cap avec constance, même dans les moments difficiles.

Une personnalité discrète mais solide, qui correspond bien à l'esprit de la Meuse : une terre de caractère, marquée par l'histoire et par la ténacité de celles et ceux qui la font vivre.

Né le 15 mars 1977, Jérôme Dumont est professeur d'histoire-géographie de formation. Très tôt, il choisit de s'engager dans la vie publique, animé par une conviction forte : les territoires ruraux ont un rôle essentiel à jouer dans l'équilibre du pays et dans l'avenir de la République.

Élu conseiller départemental en 2015 dans le canton de Verdun-2, il s'impose progressivement comme une figure de la vie politique meusienne. En juillet 2021, il est élu Président du Conseil départemental de la Meuse par ses pairs, prenant la tête de la collectivité départementale avec la volonté de porter une vision ambitieuse pour son territoire.

Pour Jérôme Dumont, la Meuse possède de nombreux atouts. Par sa superficie, par son histoire et par la qualité de son cadre de vie, le département constitue un territoire singulier, riche d'opportunités. Il souligne également les perspectives économiques importantes, notamment à travers les projets industriels et technologiques présents sur le territoire. Il évoque en particulier le projet Cigéo ou encore la présence d'acteurs majeurs de la filière nucléaire, qui participent à la dynamique économique locale.

Son regard d'historien nourrit aussi sa vision politique. La Meuse est une terre profondément marquée par l'Histoire de France, notamment par la bataille de Verdun.

Cette mémoire rappelle selon lui les valeurs fondamentales de paix et de réconciliation qui ont permis la construction européenne.

À la tête du Département, Jérôme Dumont pilote les grandes compétences qui sont celles de la collectivité : action sociale, solidarité, entretien des routes, gestion des collèges ou encore accompagnement des communes. Dans un territoire rural comme la Meuse, ces politiques publiques jouent un rôle essentiel dans la vie quotidienne des habitants et dans l'équilibre du territoire.

Très attaché au rayonnement de la Meuse, il préside également plusieurs structures importantes pour le développement du département, dont le GIP Objectif Meuse et le Mémorial de Verdun - Champ de bataille, deux institutions majeures pour la valorisation et l'attractivité du territoire.

Jérôme Dumont porte aussi un message résolument optimiste pour son département. Dans un contexte où les territoires ruraux sont parfois perçus à travers leurs difficultés, il souhaite au contraire mettre en avant leurs forces : la qualité de vie, la solidarité et la capacité d'innovation locale. Cet état d'esprit se retrouve dans le slogan du département, « **Jamais seul en Meuse** », qui illustre l'attachement à un territoire profondément humain et solidaire.

Peu adepte des effets d'annonce, il privilégie le travail de fond, la proximité avec les élus locaux et l'écoute des habitants. Sa méthode repose sur la constance, la coopération et la conviction que l'avenir des territoires se construit dans la durée.

Jérôme Dumont incarne ainsi une forme de leadership tranquille, animé par une ambition claire : faire de la Meuse un territoire qui agit, qui innove et qui regarde l'avenir avec confiance.

Hattonchâtel



Entretien avec Jérôme Dumont

Président du Conseil départemental de la Meuse

À la tête du Conseil départemental de la Meuse depuis 2021, Jérôme Dumont défend une ligne claire : valoriser les atouts du territoire, renforcer la proximité avec les habitants et faire de la Meuse un département qui agit plutôt qu'un territoire qui subit. Accès aux soins, collègues, solidarité, attractivité, finances locales : entretien avec un Président qui veut replacer l'optimisme au cœur de l'action publique.

La Meuse est un territoire rural confronté à des enjeux importants, mais qui dispose aussi de réels atouts.

Quel cap avez-vous souhaité donner à l'action du Département depuis le début de votre mandat ?

La Meuse possède de nombreux atouts, et le premier d'entre eux est sa situation géographique. Nous sommes au cœur de la région Grand Est, entre Paris et l'axe rhénan, au centre de grands flux européens. Grâce à la gare Meuse TGV, nous sommes à une heure de Paris et à une heure de Strasbourg, tout en étant proches de métropoles comme Nancy, Metz ou Reims, ainsi que du Luxembourg et de l'Allemagne.

Mon objectif, depuis le début de mon mandat, est simple : valoriser pleinement les atouts de la Meuse. Je souhaite que les Meusiens retrouvent une véritable fierté de leur territoire et que notre département soit regardé autrement.

Nous avons un cadre de vie remarquable, un tissu économique solide, une agriculture forte, une industrie présente. Il faut cesser de parler de la Meuse uniquement sous l'angle des difficultés. La Meuse est un territoire dynamique et ambitieux.

La Meuse se caractérise par une faible densité et des réalités territoriales très diverses. Comment le Département adapte-t-il son action pour rester présent sur l'ensemble du territoire ?

La proximité fait partie de l'ADN des Départements. En Meuse, nous avons choisi d'en faire une priorité absolue.

Notre slogan résume cette ambition : Jamais seul en Meuse. Cela signifie qu'aucun habitant ne doit se sentir abandonné. Le Département accompagne les communes, les intercommunalités, les associations et les citoyens.

Cela passe par un maillage territorial fort, des services de proximité, l'entretien des routes, les mobilités, mais aussi une présence humaine constante. Dans un territoire rural, la proximité n'est pas un confort : c'est une nécessité.

L'accès aux soins est aujourd'hui une préoccupation majeure pour les habitants. Pourquoi le Département s'est-il engagé fortement sur cette question ?

Parce que c'est la priorité des habitants. Et lorsqu'un sujet devient la première inquiétude de la population, nous devons agir.

La Meuse dispose déjà d'un réseau important de maisons de santé pluridisciplinaires, parmi les plus denses de France pour un territoire rural. Nous avons beaucoup investi avec nos partenaires pour maintenir une offre de soins de proximité.

Mais cela ne suffit plus. Nous devons inventer de nouvelles réponses face à la désertification médicale.

Le Département est partenaire du dispositif e-Meuse Santé. Quel rôle joue-t-il dans cette démarche ?

e-Meuse Santé traduit notre volonté d'innover. Nous développons des solutions nouvelles autour de la télémédecine, de la santé connectée et de nouvelles formes d'organisation.

Le rôle du Département est d'impulser, de rassembler les partenaires et d'accompagner les expérimentations utiles.

Les territoires ruraux ne doivent pas être condamnés à subir les difficultés. Ils peuvent aussi devenir des laboratoires de solutions pour toute la France.

Le projet Cœur de Meuse, autour de la gare TGV, s'inscrit dans cette logique. Quelle est son ambition ?

Le projet Cœur de Meuse vise à créer un pôle de santé innovant à proximité immédiate de la gare Meuse TGV.





© Bartosch Salmanski

Nous voulons y accueillir des spécialistes, développer des activités de santé connectée, de formation et de recherche. C'est un projet structurant à la fois pour l'accès aux soins et pour l'attractivité de la Meuse.

Nous devons penser grand. Les territoires ruraux comptent et ont toute légitimité à porter des projets ambitieux !

L'action sociale reste une compétence centrale des Départements. Comment garantisiez-vous un accompagnement de proximité ?

La solidarité est au cœur de notre mission. Là encore, nous avons une ligne simple : ne laisser personne sur le bord du chemin.

Nous avons réorganisé notre action autour d'un schéma unique des solidarités pour mieux coordonner l'enfance, l'insertion, l'autonomie et l'accompagnement social.

Nous renforçons aussi la prévention, car il vaut toujours mieux prévenir que réparer.

Sur le RSA, les résultats montrent que l'accompagnement renforcé porte ses fruits, avec une baisse significative du nombre d'allocataires ces dernières années.

Quelles sont vos priorités pour les collèges et la jeunesse ?

La jeunesse représente l'avenir du territoire.

Nous poursuivons un plan ambitieux pour les collèges autour de trois axes : la réussite scolaire, le numérique raisonné et la rénovation des bâtiments.

Nous avons fait le choix d'investir utilement : équipements mobiles, modernisation pédagogique, rénovation thermique et amélioration du cadre de vie scolaire.

Nous préférons rénover intelligemment plutôt que construire systématiquement du neuf.

La Meuse accueillera prochainement les Assises nationales de l'accès aux soins. Que représente cet événement ?

C'est une fierté pour la Meuse et une reconnaissance du travail engagé.

Mais c'est surtout l'occasion de porter la voix des territoires ruraux. Trop souvent, les décisions sont pensées depuis les grandes métropoles. Or les solutions viendront aussi des départements ruraux, parce qu'ils connaissent le terrain.

Si la Meuse peut contribuer au débat national, alors nous aurons été utiles.

Les Départements évoluent dans un contexte budgétaire contraint. Comment gardez-vous le cap ?

Les Départements ont besoin de visibilité. On ne peut pas piloter une collectivité sérieusement avec des règles qui changent chaque année.

Nous continuons à investir dans les routes, les collèges, la santé, l'habitat et les solidarités. Mais il faut une stabilité financière et davantage d'autonomie.

Les élus locaux savent gérer. Encore faut-il leur donner les moyens d'agir.

Qu'est-ce qui vous motive personnellement dans votre engagement ?

J'ai 49 ans, je suis conseiller départemental depuis 2015 et Président depuis 2021. Si je me suis engagé en politique, c'est d'abord par amour de mon territoire.

C'est un grand département par sa superficie, par son Histoire et par la qualité de son cadre de vie.

Nous avons aussi de véritables opportunités économiques, industrielles et technologiques.

Je suis professeur d'Histoire de formation. La Meuse porte une mémoire immense avec Verdun. Cette histoire nous rappelle des valeurs essentielles : la paix, la transmission, la réconciliation. Au fond, je veux simplement faire de la Meuse un territoire qui agit, qui innove et qui regarde l'avenir avec confiance.

La Meuse : cap sur l'avenir !





La Meuse : un territoire ancré, connecté, à l'économie renforcée

Au carrefour de l'Europe, entre nature préservée, culture vivante, témoignages de l'Histoire et ancrage industriel fort, la Meuse pose les jalons d'un avenir robuste et ambitieux.

Un territoire ouvert et préservé

Véritable écrin de verdure et de biodiversité, avec 37 % de forêts, la Meuse offre un cadre privilégié pour de nombreuses activités de plein air (randonnée, cyclisme, chasse, pêche, canoë, voile...) et des paysages variés et préservés, constituant un atout majeur pour le tourisme vert et durable.

Le fleuve Meuse, qui traverse le territoire, incarne ce lien fort avec la nature et relie le département à l'Europe du Nord, notamment à la Belgique et aux Pays-Bas.

À la croisée des grands axes européens, et traversé par deux axes routiers majeurs (la RN4 et l'autoroute A4) le département bénéficie d'une **situation géographique stratégique** : grâce à la gare Meuse TGV, **Paris et Strasbourg sont accessibles en 1h !**

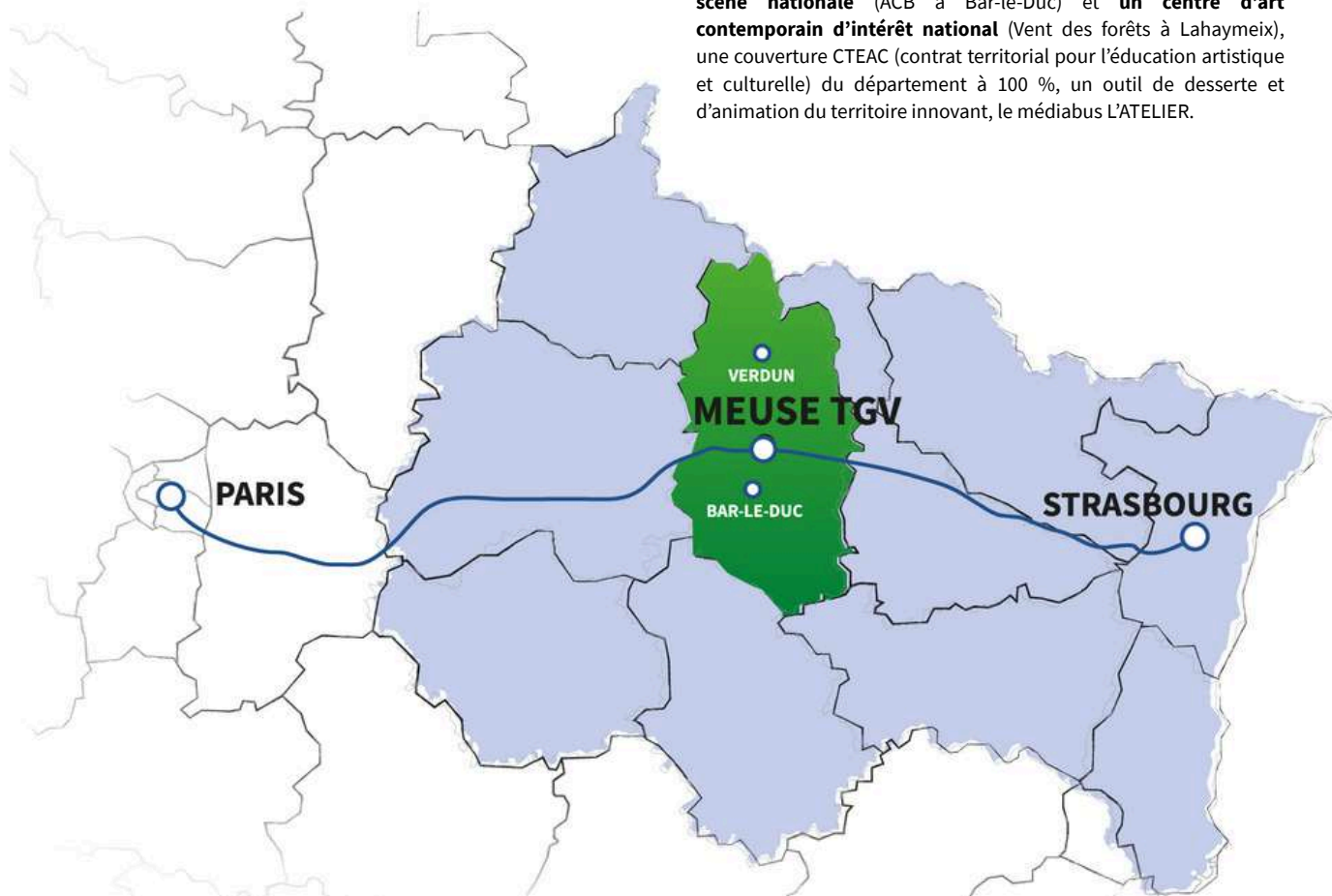
Cette connexion rapide aux métropoles françaises et européennes vient renforcer une identité déjà marquée par la proximité transfrontalière avec la Belgique et le Luxembourg, moteurs économiques majeurs du Grand Est.

Une terre d'Histoire

Son ancrage dans l'Histoire nationale et internationale fait de la Meuse une **destination touristique mémorielle de 1^{er} plan** : les 12 sites inscrits au Patrimoine Mondial de l'Unesco, la citadelle basse à Verdun, ainsi que le Champ de Bataille et le Mémorial de Verdun captent chaque année des centaines de milliers de touristes (140 000 visiteurs au Mémorial de Verdun en 2025).

Et la culture bien sûr !

Fort d'une ambition culturelle affirmée, le Département de la Meuse soutient la culture, toutes les cultures, comme levier de cohésion sociale et d'attractivité du territoire. La richesse culturelle du département est bien réelle, multiple et ambitieuse. Au-delà des aspects réglementaires (schéma des enseignements artistiques ou encore de la lecture publique), du réseau des musées et des bibliothèques avec des expositions et des programmations ambitieuses mais non moins accessibles participant pleinement à la diffusion des savoirs et à la découverte artistique, le Département de la Meuse se distingue avec **6 scènes conventionnées, dont une scène nationale** (ACB à Bar-le-Duc) et **un centre d'art contemporain d'intérêt national** (Vent des forêts à Lahaymeix), une couverture CTEAC (contrat territorial pour l'éducation artistique et culturelle) du département à 100 %, un outil de desserte et d'animation du territoire innovant, le médiabus L'ATELIER.



Le Département agit également en faveur du spectacle vivant sous toutes ses formes en accompagnant les acteurs et les initiatives qui permettent de rencontrer tous les publics.

Il affirme donc son engagement en faveur d'une culture ouverte, vivante et partagée, au service de tous les habitants.

Des savoir-faire d'excellence et un tissu industriel qui se renforce

La Meuse est le berceau de filières d'excellence. Des acteurs à la pointe de l'innovation et des filières porteuses d'avenir (l'aéronautique avec Safran-Albany à Commercy par exemple) côtoient des entreprises perpétuant des savoir-faire traditionnels et une agriculture diversifiée, créatrice d'emplois et qui permet d'atteindre la souveraineté alimentaire.

Le projet CIGEO (Centre industriel de stockage géologique de déchets nucléaires) viendra aussi renforcer ce tissu industriel et façonner une filière moderne, pourvoyeuse d'emplois et innovante pour le territoire.

Au cœur du Grand Est, la Meuse s'impose comme un territoire singulier : **rural, mais aussi connecté, accueillant et doté d'atouts qui en font un véritable lieu de vie et d'opportunités !**

La Meuse, c'est :

230 000 hectares de forêt

3200 km de routes départementales

295 Millions d'€ de budget en 2026

Depuis septembre 2025, le Département pilote le projet TRESOR. Réunissant la Meuse, la Meurthe-et-Moselle, les Ardennes et la Province du Luxembourg belge, il vise la construction d'une stratégie de développement transfrontalier franco-belge dans le cadre du programme de coopération Interreg VIA Grande Région.



© MeuseAttractivité - Les4Vandrouilleurs

Inventer la Meuse de demain

Le Département fait de la concertation citoyenne un moteur central de son action. Du budget participatif « Ma Fameuse idée » au collectif Jeunes en Meuse, en passant par les ateliers « Citoyens, tous meusiens », le Conseil départemental place les Meusiens au cœur des projets déployés sur le territoire.

Citoyens tous meusiens

Lancée en 2025, la concertation « Citoyens, tous meusiens ! » est une démarche structurante dans la manière dont le Département de la Meuse associe ses habitants à l'action publique. D'avril à juillet 2025, des ateliers d'échange ont permis aux Meusiennes et Meusiens de partager leurs constats, leurs attentes et leurs idées pour l'avenir. Ces échanges ont abouti à un état des lieux partagé et à l'émergence de nombreuses propositions, couvrant des thématiques du quotidien comme l'accès aux services, les mobilités, le logement ou encore l'accès aux soins.

Depuis le début de l'année 2026, plusieurs expérimentations issues des propositions citoyennes sont en cours de lancement : des actions d'aller-vers croisant prévention et accès aux droits, une étude-action sur le logement des jeunes, un pack de bienvenue / guichet unique à destination des professionnels de santé, des actions liées à la mobilité intégrées dans le Laboratoire d'innovation des mobilités (lignes de covoiturage, partage de routes départementales sous utilisées...), etc. **Cette concertation confirme l'intérêt de démarches fondées sur l'écoute et l'expérimentation, pour nourrir les politiques départementales et renforcer la place des citoyens dans la décision publique.**

Ma Fameuse idée

Depuis 2020, le budget participatif « Ma Fameuse idée » permet à tout Meusien, dès l'âge de 11 ans, de proposer ses idées pour qu'elles soient financièrement portées par le Département. Plus de **80 projets pensés et choisis par les Meusiens ont vu le jour grâce à ce dispositif !**

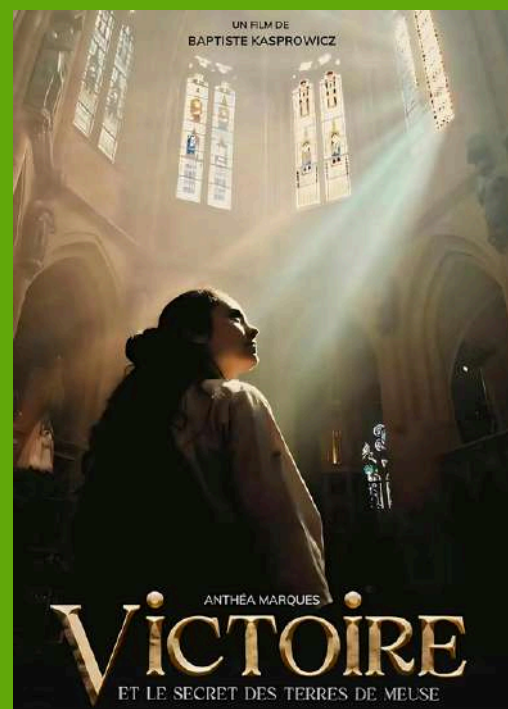


La Meuse sur grand écran grâce au budget participatif

Il a conquis les cinémas du Grand Est et même au-delà avec son film « Victoire et le secret des terres de Meuse » ! Baptiste Kasprovicz fait rayonner la Meuse et bouscule les idées reçues sur un département qui gagne à être connu. Un parti pris qu'il revendique pleinement : « Ce film, c'est une déclaration d'amour à la Meuse ! ».

Réalisé dans le cadre du budget participatif 2022 du Département, Baptiste a vu dans ce projet l'opportunité d'entourer les sites meusiens d'une quête mystique et familiale, qui permet de mettre en lumière les pépites et l'identité du département.

Une valorisation qui va au-delà de la diffusion du film puisqu'à l'image de l'engouement du public pour les lieux de tournage de films comme *Da Vinci code*, les spectateurs ont à cœur de se replonger dans les scènes et les sites emblématiques du film en les visitant. Un pari réussi pour le budget participatif !



Favoriser les jeunes talents

Jeunes en Meuse

La jeunesse est l'avenir d'un territoire et l'un de ses moteurs. L'expression de la parole des jeunes citoyens et leur participation à la vie publique sont essentielles.

Depuis décembre 2022, 25 à 30 jeunes Meusiens âgés de 11 à 29 ans s'impliquent ainsi dans la vie du département au sein du collectif Jeunes en Meuse. Ensemble, ils portent des projets ou s'engagent sur des thèmes variés : la solidarité et le bien-être, le développement durable, l'attractivité du département, le sport, les loisirs et la culture en Meuse...

ID Jeunes 55

Destiné aux jeunes et aux structures qui les accompagnent (collectivités, associations, collèges), ce dispositif porté par le Département permet de soutenir, récompenser et promouvoir l'engagement des jeunes et la réalisation de projets portés par eux ou avec eux. Aventures à vocation solidaire telles que la participation au 4L Trophy ou la remontée de la Meuse en canoë solaire, projets citoyens ou artistiques, actions de prévention... Le dispositif permet également de soutenir des événements réunissant et valorisant les jeunes dans un contexte étudiant, de rencontre avec des employeurs ou d'implication dans la préservation de l'environnement.



SPORT INCLUSION

Jackson Demestre : « La natation m'a aidé à me construire et à croire en moi »

À seulement 17 ans, Jackson Demestre s'affirme comme l'un des grands espoirs français de la paranatation adaptée. Originaire de la Meuse, il s'est construit sportivement avec l'appui constant du Comité Meuse Sport Adapté, au sein de l'ADAPEI de la Meuse, et de son éducateur Arnaud Tardy, de l'EPA Le Colibri (Thierville-sur-Meuse), qui l'a encouragé à plonger dans le grand bain.

« La natation m'a aidé à me construire et à croire en moi », confie Jackson.

Repéré par le Pôle France de paranatation adaptée, il enchaîne titres nationaux et médailles internationales. « Porter le bonnet bleu, c'est une vraie fierté », sourit-il.

Lucide mais ambitieux, Jackson regarde déjà devant : « Continuer à progresser... et pourquoi pas Los Angeles 2028 ».



Des collèges rénovés et innovants

La Meuse porte un plan collège ambitieux afin de proposer à tous les jeunes Meusiens des établissements innovants, qui facilitent les apprentissages et donnent accès aux nouvelles technologies et à du matériel de pointe.



Le Département a engagé un plan d'investissement immobilier ambitieux intégrant une démarche environnementale concernant l'ensemble des collèges meusiens afin de favoriser la réussite et l'ambition des élèves.

L'objectif : **des collèges confortables, modernisés permettant toutes les pédagogies**, et adaptés aux rythmes de vie des élèves et des personnels.



Bouge en Meuse !

La mobilité est un sujet majeur dans un département rural : elle est un moyen d'accès à l'emploi, à la formation, à la santé, aux loisirs... Le Département de la Meuse en a fait un axe stratégique. Par la concertation et l'expérimentation, des solutions de mobilité innovantes et adaptées aux besoins des habitants et des entreprises se développent. Des projets réalistes et ancrés dans la réalité du territoire !



La gare Meuse TGV : un levier structurant pour l'attractivité

Au cœur de cette stratégie, la gare Meuse TGV tend à devenir un véritable hub des mobilités et joue un rôle structurant dans les connexions du territoire et la mobilité des Meusiens (plus de 300 000 voyageurs en 2025).

Implantée au cœur du département, elle place la Meuse à moins d'1h de Paris et de Strasbourg, et ouvre des connexions directes vers plusieurs grandes infrastructures (Roissy Charles de Gaulle) et métropoles françaises et européennes. Il s'agit d'un levier d'attractivité majeur, tant pour les entreprises en recherche d'implantation que pour les actifs souhaitant concilier cadre de vie rural et mobilité professionnelle, ainsi que pour les professionnels de santé susceptibles de renforcer l'offre de soins dans les territoires sous-dotés.

La gare ne constitue pas seulement une infrastructure de transport : elle représente également **l'ouverture et l'accessibilité, faisant de la Meuse un territoire pleinement connecté au réseau national et européen.**

En 2025, la gare Meuse TGV a été élue meilleure gare de la région Grand Est par les usagers et 2ème meilleure gare de France (enquête BVA-SNCF)

La gare Meuse TGV est une des deux seules gares françaises réalisées en bois. Ce choix a été fait pour valoriser les filières locales



Le Laboratoire d'innovation des mobilités : expérimenter pour mieux servir

Afin d'imaginer des solutions adaptées à la ruralité, le Département de la Meuse a créé le Laboratoire d'innovation des mobilités en milieu rural, une initiative en France, qui privilégie l'expérimentation et la co-construction.

Aux côtés des élus, des associations, des opérateurs de transport, de chercheurs, des employeurs et des habitants, des actions pilotes sont menées, ajustées et évaluées.

Des services de mobilité pour l'emploi permettent à des demandeurs d'emploi d'accéder à des formations ou à des postes auparavant difficiles d'accès faute de transport. Des solutions de mobilité douce (vélos à assistance électrique, covoiturage de proximité, navettes à la demande) se déploient progressivement sur le territoire, en tenant compte des contraintes du quotidien. Des projets émergent pour faciliter les recrutements en assurant un moyen de déplacement pour les premières semaines d'activité, ou développer un habitat de proximité et adapté. En milieu rural, l'innovation se construit au plus près du terrain, avec l'ensemble des parties prenantes, et dans tous les domaines du quotidien.

Un Plan vélo pour développer les mobilités douces

Validé en avril 2026, le Plan Vélo départemental porte l'ambition de favoriser la place du vélo pour le tourisme, pour les collégiens ou pour les trajets du quotidien. Près de 150 km de routes départementales vont être aménagées, une cartographie recensant l'existant et les projets a été réalisée, les collèges vont être équipés de parcs adaptés et des actions de sensibilisation et d'accompagnement vont être réalisées.



INTERVIEW CROISÉS

Regards croisés entre Mélanie Varnusson, Directrice du GIP Objectif Meuse, et Patrice Torres, Directeur Grand Est de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, sur les dynamiques de développement territorial et l'accompagnement des grands projets en Meuse.

Pouvez-vous présenter rapidement vos deux structures et leurs rôles respectifs en Meuse ?

Mélanie Varnusson :

Le GIP Objectif Meuse est un acteur public créé il y a 25 ans suite à l'implantation du laboratoire souterrain de recherche de l'ANDRA dans le sud meusien. Depuis l'origine, sa mission est d'accompagner cette présence et d'en faire une opportunité pour les territoires d'accueil. Le GIP est aussi l'expression d'une solidarité nationale envers des territoires qui contribuent à un projet scientifique et industriel majeur, dans le cadre d'une politique d'intérêt national.

Aujourd'hui, le GIP est devenu un acteur central du financement public local, avec un budget d'environ 25 millions d'euros, que nous mobilisons au service de projets structurants et à fort impact.

Notre action repose sur deux grands piliers. D'abord, le soutien au développement industriel et au tissu économique, à travers l'accompagnement des entreprises qui investissent en Meuse – PME, ETI ou grands groupes. L'objectif est clair : renforcer leur compétitivité et inscrire durablement la Meuse dans les dynamiques de réindustrialisation.

Ensuite, nous intervenons fortement aux côtés des collectivités pour financer des projets d'aménagement du territoire structurants : infrastructures, services à la population et équipements publics, ou encore projets énergétiques.

Nous valorisons les projets qui ont une synergie avec la présence de l'ANDRA. Avec une ligne directrice assumée : pas de saupoudrage, mais des investissements ciblés, à fort impact, au service d'un développement équilibré entre pôles de centralité et zones rurales.

L'originalité du Groupement et sa force résident tout autant dans le partenariat clé noué avec l'État il y a 25 ans que dans sa gouvernance élargie : État, Région Grand Est, Département de la Meuse, EPCI, communes, ANDRA, EDF, ORANO, CEA et chambres consulaires, qui lui assurent un ancrage particulièrement solide.

En résumé, c'est un acteur stratégique au service du développement industriel, économique et territorial en lien avec les enjeux autour de Cigéo porté par l'ANDRA.

Patrice Torres :

L'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) est un établissement public chargé de la gestion des déchets radioactifs produits en France, avec pour mission de protéger durablement les générations futures.

Son siège est situé en région parisienne. L'Andra « ferme et surveille » un centre dans la Manche, exploite deux installations industrielles dans le département de l'Aube ainsi qu'un laboratoire souterrain de recherche au Centre de Meuse/Haute-Marne (CMHM).

Ce laboratoire constitue un outil scientifique majeur pour la conception et la réalisation du projet Cigéo. Il accueille des expérimentations qui ont permis de démontrer la faisabilité et le haut niveau de sûreté d'un stockage géologique profond, au sein d'une formation argileuse stable depuis 160 millions d'années, reconnue pour son imperméabilité et sa capacité à confiner durablement la radioactivité.

Au-delà de ces démonstrations, le laboratoire souterrain joue aujourd'hui un rôle clé de préfiguration technique et technologique de l'installation Cigéo.

Cigéo est le projet français de centre de stockage profond des déchets les plus radioactifs, les déchets de haute activité (HA) et les déchets de moyenne activité à vie longue (MA-VL) issus principalement du fonctionnement du parc électronucléaire. Ces déchets, compte tenu de leur dangerosité et de leur durée de vie, ne peuvent pas être stockés en surface ou à faible profondeur. Leur stockage en couche géologique profonde constitue donc la seule option de gestion sûre sur le très long terme.

Le laboratoire souterrain de l'Andra a notamment permis la réalisation de démonstrateurs à l'échelle 1 (galeries de stockage pour les déchets de moyenne activité à vie longue (MA-VL) et alvéoles dédiées aux déchets de haute activité (HA)). Les nombreuses expérimentations qui y sont menées contribuent à développer les connaissances et à valider les techniques de creusement, de soutènement, ainsi que les procédés liés à la prise en charge et au stockage des déchets.

Comment intervenez-vous dans la dynamique de développement et d'attractivité du territoire meusien, chacune dans votre champ d'action respectif ?

Mélanie Varnusson :

Le GIP Objectif Meuse s'impose aujourd'hui comme un levier majeur de l'investissement public en milieu rural en Meuse.

Les collectivités sont au cœur de notre démarche et représentent en moyenne 53 % de nos financements. Les projets aidés ont un impact direct sur l'économie locale puisque la grande majorité d'entre eux est réalisée par des entreprises locales ou régionales.

Ensemble, nous modernisons les infrastructures et renforçons les services à la population : très haut débit dans tout le département, requalifications urbaines d'ampleur, logement, maisons de santé, écoles, périscolaires ou encore équipements sportifs. Depuis sa création, cela représente par exemple 18 maisons de santé, 35 écoles et équipements périscolaires, et 38 équipements sportifs financés.

En parallèle, nous visons la transformation de l'appareil productif meusien, en facilitant par exemple les investissements liés à la modernisation, à la transition numérique et digitale, à l'innovation ou encore à la transition énergétique. Quelques exemples significatifs : plus de 30 entreprises financées pour digitaliser leurs outils de production et gagner en productivité, 2 SCOP soutenues lors de leur création suite à des reprises à la barre du Tribunal, des PME financées pour développer leurs projets de R&D, ou encore le soutien à des projets de décarbonation (réseau de chaleur urbain, solaire thermique pour l'industrie, etc.).

Le GIP apporte un effet levier significatif – chaque euro engagé générant en moyenne jusqu'à 4 euros d'investissements – et accompagne les porteurs de projets dans la durée, avec une logique de proximité et de réactivité.

Enfin, et c'est important, nous intervenons en synergie avec d'autres acteurs locaux qui portent les mêmes ambitions. Nous appuyons par exemple le réseau professionnel Energic S/T 52-55, regroupant plus d'une centaine d'entreprises locales souhaitant améliorer leurs compétences et accéder à de nouveaux marchés, notamment autour de la filière nucléaire et du projet CIGEO. En termes d'innovation, nous soutenons activement le CRITT TJFU, un centre de recherches et de ressources technologiques basé en Meuse, avec lequel nous avons créé une plateforme ouverte aux PME locales. Nous avons également encouragé la création et le développement d'un Pôle de Compétences en Environnement Souterrain en lien avec l'Université de Lorraine, l'ANDRA et la Communauté de Communes des Portes de Meuse. Dans un autre domaine crucial, nous encourageons les lycées professionnels, travaillons avec l'UIMM, pour construire des réponses aux besoins des industriels meusiens et anticiper ceux de la filière nucléaire. L'ancrage territorial est fondamental pour renouveler les compétences industrielles.

L'objectif est clair : faire émerger un écosystème complet, capable à la fois d'innover, de produire et de former, et ainsi renforcer durablement l'attractivité du territoire.

Patrice Torres :

Le Centre de Meuse/Haute-Marne rassemble aujourd'hui plus de 400 collaborateurs (prestataires inclus). L'impact socio-économique des activités de l'Andra est donc d'ores et déjà significatif pour le territoire : à l'échelle des deux départements d'accueil, près d'un millier d'emplois en dépendent, de manière directe, indirecte ou induite. Si le projet Cigéo est autorisé, cet impact est appelé à se renforcer, constituant un levier durable de développement pour les économies locales mais aussi un point d'appui et d'attractivité.

Cet engagement s'inscrit dans un cadre plus large de reconnaissance par la Nation du choix volontaire des départements de la Meuse et de la Haute-Marne d'accueillir le laboratoire souterrain et, sous réserve de conditions géologiques favorables, un centre de stockage pour les déchets radioactifs de haute activité (HA) et de moyenne activité à vie longue (MA-VL). Ce lien entre la Nation et les territoires s'est traduit par la mise en place d'un pacte et la création de ressources financières dédiées, à hauteur d'environ 28 M€ par an, alimentant deux groupements d'intérêt public (GIP), un dans chaque département. Ces ressources ont ainsi permis de soutenir les investissements nécessaires aux besoins du projet Cigéo mais elles contribuent également au développement économique et social du territoire.

Par ailleurs, l'Andra mène des actions concrètes en faveur du tissu économique et social du territoire. Elle travaille en partenariat avec les acteurs locaux (CCI 52/55, Energic 52/55 ST, etc.) ainsi qu'avec les GIP, afin d'accompagner les entreprises dans leur montée en compétences, de favoriser leur structuration en groupements et de faciliter leur accès aux marchés de l'Andra, mais également à ceux des grands donneurs d'ordre tels qu'EDF, le CEA ou Orano.

De leur côté, les opérateurs (EDF, CEA, Orano) ont déployé des programmes d'accompagnement économiques qui ont aussi contribué au développement du territoire avec par exemple l'implantation de bases logistiques ou de maintenance nécessaire au fonctionnement de la filière nucléaire.



Patrice Torres, Directeur Grand Est de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs

Enfin, au-delà de son rôle dans le développement socio-économique local, la présence de l'Andra constitue une vitrine à l'échelle nationale et internationale, au regard de l'excellence des recherches menées au sein du laboratoire souterrain et des nombreuses coopérations scientifiques et techniques qui en découlent.



Le GIP Objectif Meuse fête ses 25 ans – décembre 2025



Pôle de Compétences en Environnement Souterrain –
Laboratoire de recherches de l'ANDRA – 2026

Les enjeux liés à l'énergie et à la gestion des déchets soulèvent des questions importantes pour les territoires. Comment travaillez-vous, chacun à votre niveau, à renforcer le dialogue avec les acteurs locaux ou les habitants ?

Mélanie Varnusson :

Sur le champ de l'énergie, le GIP agit de manière très opérationnelle sur les transitions énergétiques et environnementales.

D'abord, notre méthode repose sur une forte proximité avec le terrain. Nous sommes en contact régulier avec les élus, les entreprises et les porteurs de projets, ce qui nous permet d'identifier précisément les besoins, d'adapter nos dispositifs d'aide et de coconstruire des réponses concrètes, notamment sur les enjeux énergétiques.

Ensuite, nous intervenons directement en finançant des projets liés à l'énergie, à la décarbonation et à l'économie circulaire, qui deviennent des supports très concrets de dialogue.

Nous avons également signé fin 2024 un protocole de coopération renforcée avec EDF et le GIP Haute-Marne qui vise à accompagner les collectivités dans la maîtrise de l'énergie sur le bâti public, mais aussi à soutenir les entreprises dans la décarbonation de leurs activités, la réduction de leurs consommations énergétiques et l'amélioration de leur performance globale.

Avec le CEA, nous avons pu travailler de manière opérationnelle sur des projets, par exemple en lien avec des démarches d'innovation autour de procédés industriels plus sobres.

L'enjeu, à travers toutes ces actions, est de faire de ces transitions non pas des contraintes, mais de véritables leviers de développement et d'attractivité pour le territoire.

Patrice Torres :

Le dialogue et la concertation sont au cœur de Cigéo depuis son origine et se sont progressivement renforcés pour répondre aux enjeux du projet.

À la suite du débat public de 2013, l'Andra a structuré sa démarche avec une feuille de route du dialogue, qui ouvre la concertation sur des sujets où la contribution du public peut utilement enrichir le projet, notamment en matière de gouvernance ou d'insertion territoriale. Cette démarche est suivie par deux garants de la Commission nationale du débat public, assurant sa transparence et sa qualité.

« Le dialogue et la concertation sont au cœur de Cigéo depuis son origine et se sont progressivement renforcés pour répondre aux enjeux du projet. »

— Patrice Torres, Directeur Grand Est de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs

Depuis 2018, 67 rencontres ont été organisées autour de six grandes thématiques (cycle de l'eau, énergie, transport, aménagement de l'espace et cadre de vie, phase industrielle pilote et gouvernance). Aujourd'hui, la concertation se concentre davantage sur les enjeux liés aux chantiers. Dans ce cadre, un groupe de suivi réunissant une vingtaine de riverains permet d'instaurer un échange régulier pour faire évoluer l'organisation des chantiers et l'information des publics.

Quelles perspectives de coopération identifiez-vous entre vos deux structures pour accompagner durablement les enjeux du territoire dans les années à venir ?

Mélanie Varnusson :

Les perspectives de coopération entre nos deux structures s'inscrivent dans une logique très claire : anticiper et accompagner, dans la durée, les effets du projet Cigéo pour en faire une véritable opportunité de développement pour le territoire.

Comme expliqué, travaillons avec les acteurs concernés pour préparer les besoins économiques liés au projet, notamment en matière de montée en compétences et de structuration des entreprises locales. L'enjeu est de permettre au tissu économique de se positionner concrètement sur les marchés générés par Cigéo.

Il s'agit aussi d'anticiper de manière très opérationnelle les besoins induits par Cigéo en matière notamment d'habitat, de logement, de services à la population ou encore d'infrastructures. Nous travaillons par exemple avec le Conseil départemental de la Meuse qui va mettre en œuvre un programme pluriannuel d'investissement ambitieux du réseau routier en lien les besoins du projet porté par l'ANDRA.

Au fond, la ligne directrice est celle d'un partenariat gagnant-gagnant. Comme le rappelle souvent le Président du GIP Objectif Meuse, Jérôme Dumont, la Meuse accueille un projet d'intérêt national. N'oublions pas que nous avons déjà sur notre territoire un laboratoire de recherche d'envergure internationale. Demain, Cigéo constituera un projet industriel structurant pour plusieurs décennies.

Notre responsabilité collective est forte : faire en sorte que ce projet participe à créer de la valeur localement et à projeter la Meuse dans le monde de demain, avec des bénéfices concrets, visibles et durables. C'est une ambition partagée.

Patrice Torres :

L'avenir s'inscrit dans une logique à la fois de continuité et d'amplification.

De continuité, tout d'abord, car un travail partenarial de long terme existe depuis de nombreuses années et a déjà produit des résultats concrets. Au-delà des seuls besoins liés au projet Cigéo, la présence de l'Andra et l'action des GIP a permis de soutenir de nombreuses entreprises du territoire, y compris en dehors du champ strict des activités en lien direct avec le projet, contribuant ainsi à leur développement et à leur montée en puissance.



Mélanie Varnusson, Directrice du GIP Objectif Meuse

« Pas de saupoudrage, mais des investissements ciblés, à fort impact, au service d'un développement équilibré entre pôles de centralité et zones rurales. »

— Mélanie Varnusson, Directrice du GIP Objectif Meuse

D'amplification ensuite, car le projet Cigéo entre désormais dans une phase plus opérationnelle, marquée par les premiers chantiers sur le terrain. Cette dynamique, si le projet est autorisé, a vocation à s'intensifier. Elle se traduira à la fois par des investissements conjoints mais aussi par des actions d'animation territoriale visant à renforcer les coopérations entre acteurs, mais aussi à valoriser le territoire à l'échelle régionale et nationale.

L'Andra et le GIP Objectif Meuse sont amenés à collaborer, aux côtés des autres acteurs du territoire, dans le cadre du Projet de Développement du Territoire. Ce document stratégique, animé par l'État qui, à travers 4 axes stratégiques, contribue de manière très concrète à l'accompagnement du projet Cigéo, à l'aménagement du territoire et à son développement.

Santé en ruralité : un défi relevé collectivement

Comme beaucoup de territoires ruraux, la Meuse doit relever un défi majeur : garantir un accès équitable aux soins médicaux malgré une démographie médicale en tension. Pour ce faire, le Département a choisi une stratégie offensive, fondée sur la concertation. Cœur de Meuse, implanté à toute proximité de la gare Meuse TGV, fait partie intégrante de cette stratégie et a pour ambition d'accueillir médecins, start-up, formateurs et institutions pour réinventer les parcours de soins en ruralité.

Cœur de Meuse : un hub de santé et d'innovation au service d'un nouveau modèle rural

Si la stratégie départementale s'ancre à l'échelle du territoire, un lieu symbolise particulièrement cette transformation : le site Meuse TGV, situé au centre du département et devenu en quelques années l'un des moteurs de la renaissance sanitaire et économique de la Meuse.

L'ambition ? Construire **un hub d'e-santé, de formation et d'expérimentation**, où se croisent médecins, start-up, chercheurs, étudiants et entreprises innovantes. Ici, la ruralité n'est pas une faiblesse, mais un **terrain d'expérimentation agile**, où l'on peut imaginer, tester et déployer des modèles hybrides : télémedecine assistée, consultation augmentée, partage sécurisé des données, nouveaux parcours coordonnés. Il s'agit d'une nouvelle forme d'organisation territoriale de l'offre de soins, fondée sur une médecine hybride et innovante.

Une première étape, d'autres suivront, à commencer par **l'implantation de spécialistes** désireux de travailler autrement dans un cadre propice à l'innovation et à l'exercice coordonné à l'échelle d'un département.

Ce pôle s'inscrit dans une vision d'avenir : **faire de la Meuse un territoire où l'on vit mieux et plus longtemps, où la santé est accessible** sans sacrifier la proximité ou la qualité. Il préfigure un modèle de développement rural réconciliant qualité de vie, innovation, services publics.

e-Meuse santé, une dynamique collective pour faire avancer l'innovation en santé

e-Meuse santé est un programme d'innovation en santé inédit en France. Les expérimentations qu'il soutient sont déployées sur les 3 territoires partenaires (Meuse, Haute-Marne et Meurthe-et-Moselle) pour **tester les solutions à grande échelle, sur des zones diversifiées, rurales et urbaines, avec des organisations d'accès aux soins différentes**.

L'enjeu commun : **faciliter l'accès aux soins en utilisant les technologies du numérique en santé** comme leviers de soutien et de transformation des pratiques et organisations pour construire des parcours de soins innovants et parfois alternatifs.

Le programme expérimente et teste des solutions dans l'environnement concret et quotidien des professionnels de santé, des usagers et patients autour de 4 axes :

- L'accès aux soins ;
- La prise en charge des maladies chroniques ;
- Le maintien à domicile ;
- La prévention.

Chaque solution est expérimentée dans des environnements multiples et des configurations différentes afin d'identifier les conditions de répliquabilité. Ainsi, **les conclusions permettent de déterminer les conditions optimales d'intégration de ces nouvelles technologies pour chaque typologie de territoire à l'échelle nationale**. L'ambition du programme est de tester de nouvelles pratiques dans l'intérêt de tous : usagers, professionnels de santé, entreprises, collectivités, en défendant un modèle de proximité, travaillé en concertation avec les acteurs de terrain, au plus près des besoins et organisations locales de chaque territoire.

+ de 63 expérimentations
différentes testées dans
plus de **140** lieux des
3 départements

+ de 10 000 usagers/patients
concernés par les
expérimentations

Les expérimentations flash en cours

Les expérimentations flash visent à tester, sur des cycles courts et cadrés, des solutions innovantes répondant à des besoins concrets des territoires. Cette modalité constitue un dispositif agile, réactif et orienté "terrain", complémentaire des projets structurants du programme.

- **ZoeFall, par Zoecare**

L'expérimentation a pour objectif d'établir une preuve de concept de l'efficacité ZoeFall, une solution innovante de détection automatique des chutes, conçue spécifiquement pour les établissements médico-sociaux (EHPAD, résidences autonomie, etc.). Elle repose sur une technologie de Wi-Fi sensing, capable de détecter les chutes par l'analyse des déformations des ondes Wi-Fi dans une pièce.

- **Auroria, par Mist studio**

L'objectif est de tester en conditions réelles l'apport de la solution Auroria, un dispositif immersif associant réalité virtuelle thérapeutique, gamification et neurosciences pour soulager la douleur et l'anxiété des jeunes patients.

Plus d'infos :
emeuse-sante.fr



Amener la santé à la porte des Meusiens

Le véhicule Maxilien permet d'aller directement à la rencontre des Meusiens pour faciliter l'accès à la santé, qu'il s'agisse de sensibilisation, d'information, de consultation ou encore de dépistage.

En 2025, dans le cadre de la campagne Octobre Rose, quatre sages-femmes du Département ont ainsi sillonné le territoire pour sensibiliser au cancer du sein. « Le Maxilien nous permet d'aller dans des secteurs où les femmes ont moins de possibilité d'accéder à des services de prévention du cancer du sein », explique Muriel Boillon, l'une des sages-femmes investies dans cette opération.

Cette campagne a permis aux Meusiennes et aux Meusiens de poser leurs questions aux professionnels de santé, et aux femmes de bénéficier de consultations de prévention avec palpation. Un examen réalisé en toute discrétion grâce à la cabine fermée intégrée au Maxilien.

Le Maxilien est aussi utilisé pour des campagnes de prévention aux maladies cardio-vasculaire et au-delà de l'aspect santé, pour aller à la rencontre des publics (prévention, accès aux droits, forums, informations chèque énergie...).

Ces consultations itinérantes et sans rendez-vous, en plus de lever les freins à la mobilité, représentent **un gain de temps majeur dans l'identification de certaines pathologies**, là où une consultation en milieu hospitalier peut représenter plusieurs mois d'attente.

**Le maillage territorial est pensé pour
que chaque Meusien soit à moins de
30 min d'une maison de santé.**

Jamais seul en Meuse : le Département aux côtés des Meusiens

« *Jamais seul en Meuse* », tel est l'un des leitmotifs du mandat. Une solidarité pour tous, du premier cri au grand âge, et en particulier pour les plus fragilisés. Sur le volet social aussi la Meuse expérimente, à son échelle mais aussi parfois avec une visée nationale.

Une Meuse solidaire

La prévention universelle est un axe majeur impulsé par le Département depuis 2021 et affirmé par le Schéma unique social et médico-social 2025-2030. Au cœur de ce schéma, **la prévention est posée comme boussole de l'action départementale**, à toutes les étapes du parcours de vie des Meusiens, de la naissance au grand âge, afin de répondre au plus près à leurs attentes et besoins.

Il reflète la **volonté du Département de soutenir les Meusiens**, et notamment ceux **en situation de fragilité** : protection des enfants vulnérables, maintien à domicile des aînés, inclusion des personnes en situation de handicap, accompagnement vers l'activité et l'emploi, attention portée aux habitants en difficulté. Il permet un accueil inconditionnel, une réponse personnalisée et un accompagnement individualisé s'appuyant sur la complémentarité des professionnels de terrain.



Les professionnels des Services sociaux territoriaux et de la promotion de la santé maternelle et infantile couvrent ainsi au quotidien l'ensemble du territoire à partir des 10 maisons de la solidarité et en étroite coordination avec les directions métiers et l'ensemble des partenaires territoriaux.

Une démarche permanente d'aller- vers et d'accompagnement, y compris par l'itinérance du véhicule « *Maxilien* » et d'identification des signaux faibles parce que « *prévenir vaut toujours mieux que guérir* ».

Des actions individuelles et collectives accessibles à chaque Meusien sont déployées dans les domaines essentiels du quotidien pour faciliter l'information, l'autonomie et l'accès aux droits de chacun, ainsi que des événements réguliers de prévention pour tous (Semaine de la Petite Enfance, Semaine de la Prévention, forums, etc...).

À la prévention s'ajoute un processus continu de transformation de l'offre par la mise à disposition de structures d'accueil adaptées, et notamment l'habitat inclusif, l'accueil familial ou l'habitat partagé pour les personnes âgées ou en situation de handicap.

En 2025 :

20 000 RDV pris au sein du service social territorial

1 240 enfants vus en bilan de santé

1 600 visites à domicile par les sages-femmes et 3 800 par les puéricultrices



CoPa : un accompagnement de la grossesse aux premiers mois de l'enfant

CoPa est un dispositif de coaching parental unique en France. Il accompagne les parents de la grossesse aux premiers mois de l'enfant sur des sujets tels que l'allaitement, l'alimentation ou encore le « décodage » de bébé. Plus de 4 000 parents en ont bénéficié depuis 2021.

Aide sociale à l'enfance : intervenir dans l'environnement proche de l'enfant

Le Département met en œuvre des modalités d'intervention pour répondre aux besoins de protection de l'enfant mais de manière différente, en évitant, quand c'est possible, une trop grande institutionnalisation voire judiciarisation des parcours.

C'est l'enjeu des **conférences familiales, du parrainage** ou encore du nouveau service « **MILEFA Mille et une familles** » **d'accompagnement des Tiers dignes de confiance.**

L'enjeu est de proposer une alternative à un placement institutionnel bien plus lourd et impactant pour l'enfant en lui permettant d'être accueilli par des personnes avec qui il a généralement un lien affectif, qui assument sa responsabilité et lui apportent les soins, l'accompagnement et la protection dont il a besoin.

Cette mesure est une avancée majeure et innovante, qui **favorise le maintien de l'enfant dans un environnement de proximité, propice à son développement.**

Des dispositifs comme OHANA, structure 365 adaptée à des enfants à vulnérabilités combinées, permettent de répondre à des situations plus complexes.

Autant de solutions évolutives pour une offre de service en faveur du projet pour l'enfant et des résultats visibles puisqu'à ce jour plus aucun enfant n'est en attente de placement en Meuse.

Un accompagnement rénové et innovant pour les bénéficiaires du RSA

En 2024, le Département s'est engagé en expérimentant l'accompagnement rénové des Bénéficiaires du RSA, dans le cadre de la Loi pour le Plein Emploi.

Fort des résultats de ce test sur le nord meusien, il passe en phase de généralisation de ce modèle en 2026.

Le Modèle « Meuse » :

Pour permettre à tous les publics d'accéder à un emploi, le pari a été fait d'arrêter de « découper » les parcours et proposer un accompagnement qui prend en compte tous les aspects de la vie quotidienne et du projet professionnel. Ainsi, les travailleurs sociaux spécialisés exercent directement au cœur des Agences France travail. Pour qu'aucune facette ne soit oubliée, des infirmières complètent l'équipe.

Les sujets de garde d'enfants, de santé, de logement, de formation, de mobilité, de compétences ... sont ainsi abordés de manière directe, efficace et pragmatique par l'ensemble de l'équipe pluridisciplinaire (santé/social/emploi).



Ce pari s'est avéré gagnant : **les accompagnements sont renforcés, les ruptures de parcours sont évitées, les personnes sont prises en compte dans tous leurs besoins...et l'accès à l'emploi est concrétisé.**

- Taux d'Accès en emploi de 35,6%.
- 22,5 % de sorties du RSA à 6 mois (toutes sorties confondues).

Ces résultats positifs sont d'autant plus satisfaisants qu'ils portent sur tous les publics, quelques soient leurs difficultés, ou leur lieu d'habitation, facteur déterminant dans un territoire aussi peu dense que la Meuse.

Ces outils sont déterminants dans un contexte de crainte de hausse du chômage, en raison de difficultés économiques structurelles.

Ces résultats reposent sur une dynamique territoriale forte entre tous les acteurs du réseau pour l'emploi et les entreprises elles-mêmes, impliquant une animation énergique du Département avec France travail, mais aussi avec l'ensemble des forces vives du territoire.

Les outils numériques sont désormais mobilisés au service de l'analyse des besoins, d'une meilleure connaissance des publics, et d'un partage efficace des informations essentielles. Le département de la Meuse est régulièrement « territoire pilote » national pour avancer dans ce domaine.

Permettre au plus grand nombre de vivre dignement de son travail, limiter les situations de pauvreté, limiter la durée d'éloignement de l'emploi, favoriser un modèle social intégrant l'activité, lutter contre l'isolement, répondre aux besoins de recrutement des entreprises... ce sont les enjeux au cœur de cette action volontaire, engagée et innovante.

520 accompagnements ont été réalisés depuis le début de l'expérimentation. L'objectif est de doubler ce chiffre en 2026.



La Meuse, un territoire d'avenir

La Meuse porte une nouvelle ruralité, décomplexée et novatrice. Décarbonation, alimentation durable et locale, production d'énergies renouvelables et replantations... le Département impulse et soutient des solutions d'avenir !

Décarbonation, la Meuse en ACTIONS !

Face à l'urgence climatique, le Département de la Meuse s'est engagé dans un Plan de transition ambitieux visant une **réduction de 40% de l'empreinte carbone de la collectivité d'ici 2030**, par rapport à 2019, en cohérence avec la Stratégie nationale bas carbone. Fin 2024, **les émissions de gaz à effet de serre du Département avaient déjà diminué de 13%**, témoignant de l'efficacité des actions mises en œuvre.

Au-delà de l'enjeu climatique, cette trajectoire contribue directement à renforcer l'indépendance énergétique de la France, en réduisant la dépendance aux énergies fossiles importées au profit de ressources plus durables et locales.

Autre action emblématique: le raccordement du collège de Damvillers à une unité de méthanisation locale. Ce projet permet de substituer une énergie fossile par une énergie renouvelable produite localement, tout en valorisant les ressources du territoire.

Il illustre la capacité du Département à **conjuguer transition énergétique, économie circulaire et partenariat avec les acteurs locaux**.

À travers ces résultats concrets, le Département de la Meuse démontre que la transition écologique n'est pas une promesse lointaine, mais une dynamique déjà à l'œuvre. Une transition pragmatique, mesurable et engagée, au service des habitants, des territoires et des générations futures.

Fin 2023, La Meuse était le 1er Département à choisir le HVO (huile végétale hydrotraitee) comme **solution de référence pour décarboner ses véhicules lourds d'entretien des routes**.

En 2025, près de 50% de la consommation de carburant des véhicules d'entretien des routes départementales était du HVO, permettant une **baisse des émissions de 600 t de CO₂ par an**.

Ce carburant renouvelable offre une réponse immédiatement opérationnelle, compatible avec les contraintes techniques et économiques du territoire.

Manger bien, Manger mieux, Manger local...une évidence en Meuse !

Depuis son adhésion à l'association Agrilocal en 2021, le Département de la Meuse a fait d'**Agrilocal55** un levier structurant de sa politique d'alimentation durable et de soutien à l'agriculture locale.

En 2025, la plateforme confirme son succès croissant avec une progression de **20%** des commandes : **plus de 600 000€ TTC sur l'année**, contre 500 000 € en 2024.

Cette dynamique repose sur un réseau désormais solide de **45 acheteurs publics et 90 fournisseurs locaux**, dont **75% d'agriculteurs**, mobilisés autour d'un objectif commun: servir des produits locaux, durables et de qualité.

Les collèges départementaux représentent 37% des commandes, confirmant le rôle central de la restauration des collèges dans la structuration des débouchés agricoles locaux. Ce chiffre démontre aussi qu'en Meuse, Agrilocal s'adresse à tous les acteurs de la restauration collective publique : communes, intercommunalités, lycées, armée, hôpitaux...

Au-delà des chiffres, Agrilocal55 incarne une politique concrète de relocalisation de l'alimentation, créatrice de valeur économique et de résilience pour le territoire. Une réussite collective qui fait de la Meuse une référence nationale en matière de circuits courts et de commande publique responsable.

La Meuse se place au 7^e rang national des départements utilisateurs d'Agrilocal, et 3^e au classement national rapporté au nombre d'habitants

Dans cette dynamique, le Département de la Meuse prépare également un **Plan d'alimentation durable et bas carbone**, qui sera soumis au vote de l'Assemblée départementale en juin 2026. Ce plan vise à **accélérer le recours aux produits locaux, durables et de qualité dans la restauration collective**, en respectant dès la fin 2027 l'ensemble des obligations des loi EGALIM, tout en réduisant l'empreinte carbone des repas servis. Il s'appuiera notamment sur Agrilocal55 comme outil central, afin de structurer durablement les filières agricoles locales et renforcer la souveraineté alimentaire du territoire.



Avec une distance moyenne d'approvisionnement de seulement 30 km, Agrilocal55 contribue également à réduire l'empreinte carbone des repas servis

105 tonnes de denrées alimentaires locales ont été livrées via Agrilocal55 en 2025.

Des arbres pour un avenir durable en Meuse

Adopté en juin 2023, le **Plan Arbres 2023-2030 du Département de la Meuse** constitue un pilier de la stratégie de transition écologique de la collectivité.

Il s'articule autour de 4 axes complémentaires, combinant actions internes et accompagnement des acteurs du territoire :

- **Protéger et gérer durablement les forêts départementales**, afin de renforcer leur résilience face au changement climatique ;
- **Planter des arbres sur les propriétés du Département**, notamment le long des routes, dans les collèges, et dans les espaces naturels sensibles.
- **Accompagner financièrement et techniquement les collectivités, associations et partenaires locaux** dans leurs projets de plantation.
- **Sensibiliser les Meusiens**, en valorisant l'arbre comme levier de biodiversité, de cadre de vie et d'adaptation climatique.

À travers ce plan, le Département de la Meuse agit concrètement pour préserver ses paysages, stocker du carbone et préparer le territoire aux défis climatiques de demain.

Entre 2023 et 2025, près de **37 000** arbres et arbustes ont déjà été plantés dans le cadre du Plan Arbres.

La Meuse, un territoire à énergie positive !

La Meuse s'impose aujourd'hui comme l'un des territoires les plus avancés en matière de production d'électricité renouvelable dans le Grand Est.

Selon les données Atmo Grand Est – Invent'air 2025, la **production d'électricité renouvelable en Meuse (1,5 TWh) dépasse la consommation locale**, plaçant le département dans une logique active de territoire à énergie positive.

En 2023, la **part d'électricité renouvelable dans la consommation d'électricité atteint 117% en Meuse**, soit le 2^{ème} ratio le plus important de la région Grand Est, et quasiment le double de la moyenne régionale.

Cette performance repose :

- En premier lieu sur le développement de l'éolien, qui constitue la principale source de production d'électricité renouvelable du département ;
- Sur le solaire photovoltaïque, qui connaît également une progression continue, portée par les installations sur bâtiments, ombrières et centrales au sol.

Cette situation renforce à la fois la **sécurité d'approvisionnement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la souveraineté énergétique de la France**, en alimentant directement le réseau national.

Territoire rural et productif, la Meuse démontre que la transition énergétique est un levier majeur de développement territorial, conciliant climat, économie locale et indépendance énergétique.

La centrale solaire de Marville est la 2^{ème} installation photovoltaïque de France avec une puissance de 152 MWc

La Meuse, naturellement en mouvement

La Meuse trouve son équilibre entre une nature préservée, une gastronomie inventive, des savoir-faire traditionnels et une industrie d'avenir. Un territoire surprenant, qui recèle des pépites insoupçonnées.

Propice aux flâneries nature comme aux loisirs outdoor, la Meuse est un terrain de jeu privilégié pour qui souhaite prendre le temps de vivre et se ressourcer : farniente ou loisirs sportifs au lac de Madine à Heudicourt, sorties nature dans les 216 Espaces Naturels Sensibles du département, immersion historique au Mémorial de Verdun, au cœur de la forêt d'Exception du Champ de bataille ou sur les pas de Jeanne d'Arc, balade artistique en plein air avec Vent des Forêts... en Meuse on se laisse surprendre par la beauté des paysages et la force de l'Histoire, on décompresses en canoë, on s'émerveille en parapente ou en sortie spéléo, et on se remet de ses émotions autour des délices locaux : bière, madeleines de Commercy, glaces de Meuse, confiture de groseille épépinée à la plume d'oie, mirabelles, dragées de Verdun, vins des Côtes de Meuse...

En chiffres

Surface du département : **6 200 km²**,
dont 1/3 de forêts et terres agricoles



Ces produits artisanaux sont issus de savoir-faire locaux d'excellence, qui côtoient des acteurs industriels de renommée internationale :

- Safran, fleuron de l'industrie aéronautique, implanté à Commercy ;
- Daimler Buses, à Ligny-en-Barrois, qui prévoit un investissement de 92 M€ d'ici 2030, avec une embauche estimée entre 300 et 400 salariés. À l'horizon 2030, la production de tous les bus électriques du groupe allemand Daimler sera localisée en Meuse !
- Ou encore Bergère de France, dernière filature intégrée française de fil à tricoter, qui produit ses pelotes de laine à Bar-le-Duc depuis 1962 et ne cesse de réaffirmer sa position de leader sur le marché.

Des forces vives qui apportent à ce territoire discret et profond une énergie intense au service d'un développement à la fois humain, durable et ambitieux.



© ART GE-Pierre Defontaine



© MeuseAttractivite-Les4Vandrouilleurs



© MeuseAttractivite-Les4Vandrouilleurs



Bibliothèque bénédictine de Saint-Mihiel

© MeuseAttractivite_4runners



Vaucouleurs

© MeuseAttractivite-Artipair

LE CERCLE DES ÉLUS LOCAUX >

DES FORMATIONS CONCRÈTES POUR DES SOLUTIONS LOCALES INNOVANTES

ORGANISME AGRÉÉ FORMATIONS DESTINÉES AUX ÉLUS LOCAUX

En ligne ou en groupe en présentiel
100% financées par votre collectivité

Budget • Finances locales • Fiscalité
Accès aux soins • Santé territoriale
Intelligence artificielle • Numérique public
Transition écologique • Sobriété énergétique
Aménagement • Attractivité territoriale
Services publics • Organisation territoriale
Prévention • Politiques publiques locales

Écrivez nous à formation@cercledeseluslocaux.fr
pour votre étude personnalisée de votre besoin

INSCRIVEZ-VOUS À NOS 2 FORMATIONS EN LIGNE DU MOMENT

ACCÈS AUX SOINS

**Quelles actions concrètes
pour améliorer l'accès aux soins ?**

Mardi 12 mai de 9h30 à 12h
Mardi 16 juin de 9h30 à 12h

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

**Comment l'IA peut améliorer la
gestion d'une collectivité ?**

Mercredi 20 mai de 9h30 à 12h
Mercredi 10 juin de 18h30 à 21h

Je m'inscris !
Je scanne les QR codes



SAS LE CERCLE DES ÉLUS LOCAUX

SIRET 95178218400018 - TVA Intracommunautaire FR50951782184
2 RUE JOSEPH BARA 75006 PARIS - contact@cercledeseluslocaux.fr - cercledeseluslocaux.fr

L'accueil familial en hameau : quand le bien-vieillir devient un moteur de revitalisation territoriale

Face au défi démographique et à la désertification de nombreux territoires, les Départements cherchent des solutions croisées. L'implantation de hameaux d'accueil familial, portée par MonSenior, démontre qu'une politique de l'autonomie réussie est aussi un puissant outil de développement économique et de cohésion locale.

La question du vieillissement est souvent abordée sous le seul prisme médico-social. Pourtant, à l'heure où les territoires ruraux et péri-urbains luttent pour maintenir leur dynamisme, les solutions d'habitat intermédiaire pour personnes âgées représentent une formidable opportunité d'aménagement du territoire. C'est la conviction qui anime MonSenior dans le déploiement de ses hameaux d'accueil familial : des ensembles de trois habitats partagés, insérés au cœur des communes, où des professionnels agréés hébergent et accueillent des personnes âgées en perte d'autonomie ou des adultes en situation de handicap.

Créer de l'emploi non délocalisable au cœur des territoires

L'ouverture d'un hameau MonSenior dépasse le cadre de l'hébergement : c'est un véritable projet de développement local. L'implantation de trois maisons génère mécaniquement la création de trois emplois directs, à temps plein, pérennes et non délocalisables : les accueillants familiaux. Ces professionnels indépendants du soin retrouvent ainsi des conditions de travail dignes, tout en percevant une rémunération juste.

L'impact économique ruisselle sur la commune. Le maintien de personnes âgées sur le territoire et l'implantation des familles des accueillants familiaux, consolide l'activité des professionnels de santé locaux (pharmaciens, médecins, infirmiers, kinésithérapeutes), freinant la désertification médicale. Par ailleurs, la vie quotidienne des hameaux dynamise les commerces de proximité.

Le Conseil départemental, chef d'orchestre de la dynamique

Dans ce modèle, le Conseil départemental joue un rôle de pivot incontournable. La réussite d'un hameau repose en premier lieu sur la délivrance de l'agrément aux accueillants familiaux par les services départementaux. Le Département est le garant de la qualité de l'accueil, du suivi et de la formation de ces professionnels.

Ce rôle central implique parfois d'adapter ou d'enrichir certaines pratiques pour favoriser l'attractivité de ces métiers et développer la filière d'accueillants familiaux.



Retisser le lien social intergénérationnel

L'innovation du modèle porté par MonSenior réside également dans son approche urbanistique. Contrairement à une logique de mise à l'écart, le hameau est un lieu de vie ouvert. L'accueillant familial y vit avec sa propre famille, recréant une mixité générationnelle naturelle.

Les habitants âgés, souvent originaires du bassin de vie, ne sont pas déracinés. Ils continuent de participer à la vie locale ou de fréquenter le marché. Ce maintien du lien social, conjugué à un accompagnement sécurisant 24h/24, prévient le syndrome de glissement et retarde la perte d'autonomie.

La parole aux territoires : « Accueillir un hameau MonSenior dans notre commune a été une réponse concrète à l'angoisse de nos aînés qui craignaient de devoir quitter la ville. Aujourd'hui, nous gardons nos anciens près de nous, nous avons créé de l'emploi et cela participe au maintien de notre tissu de professionnels de santé. C'est un cercle vertueux pour notre territoire. »
Monsieur Tissot, maire.

LA RESTAURATION SCOLAIRE DANS LES COLLÈGES : UN SERVICE PUBLIC EN ÉVOLUTION

Service public du quotidien, la restauration scolaire dans les collèges est aujourd'hui au cœur de multiples enjeux : accessibilité sociale, qualité nutritionnelle, contraintes budgétaires et exigences réglementaires. Dans un contexte de tension financière particulièrement forte pour les Départements, la question n'est plus seulement de maintenir la qualité du service, mais de l'opérer autrement : comment concilier performance, exigence et optimisation des coûts ? À leurs côtés, des partenaires comme Sodexo mobilisent leur expertise pour accompagner ces évolutions de manière concrète et adaptée aux territoires.

Chaque jour, la restauration scolaire concerne des millions de collégiens et mobilise des moyens humains et financiers conséquents. Longtemps considérée comme un service annexe, elle s'impose désormais comme un véritable levier de politique publique, au croisement d'enjeux sociaux, éducatifs, sanitaires et environnementaux.

Dans un contexte budgétaire tendu, marqué par des exigences réglementaires et sociétales élevées en matière de transition alimentaire et écologique, ainsi que par des attentes accrues des familles, l'équation est aujourd'hui particulièrement complexe. Les Départements doivent garantir des repas de qualité et durables, accessibles au plus grand nombre, tout en assurant la soutenabilité économique du service. Au-delà du cadre réglementaire, la mise en œuvre opérationnelle demeure une question centrale.

L'adhésion des collégiens constitue à cet égard un facteur déterminant. Introduire davantage de produits durables ou proposer des menus végétariens ne suffit pas : encore faut-il susciter l'envie. Goût, textures, présentation des plats, mais aussi actions de sensibilisation à l'alimentation jouent un rôle clé. Les retours d'expérience montrent que la réussite des transitions alimentaires repose à la fois sur le savoir-faire culinaire des équipes et sur un accompagnement pédagogique adapté.

Les choix d'organisation impactent également la performance du service.



Cuisine centrale ou production sur place, structuration des achats, développement des filières agricoles locales : chaque Département construit son modèle en fonction de ses contraintes territoriales. Ces orientations engagent la collectivité dans la durée, tant sur le plan économique que sur celui de la qualité de service.

Dans ce contexte, l'accompagnement des Départements va bien au-delà de la seule exécution d'un marché public. Il repose sur la capacité à proposer des solutions adaptées, à sécuriser les équilibres économiques et à accompagner les transformations. Partenaire de nombreuses collectivités, Sodexo met à disposition une expertise globale : gestion de restauration sur place, livraison de repas ou fourniture de denrées avec assistance technique, politique d'achats responsables, savoir-faire RH et formation des équipes, innovation culinaire et accompagnement des usages.

Face à des attentes multiples, parfois contradictoires, la restauration scolaire appelle une approche à la fois pragmatique et partenariale. En conjuguant vision stratégique et expertise de terrain, les Départements, avec l'appui d'acteurs engagés comme Sodexo, disposent de leviers solides pour faire évoluer durablement ce service public essentiel, au bénéfice des jeunes, des familles et des territoires.

CONTACT

Laëtitia Legeard, Directrice des comptes stratégiques
Tél : 06.22.53.57.00
Mail : laetitia.legeard@sodexo.com
www.sodexo.fr



La géothermie : l'énergie locale et durable au cœur de vos territoires

Rencontre avec Yannick Duport, Directeur Commerce France & International de Dalkia



1. Pourquoi la géothermie est-elle aujourd'hui une priorité pour les territoires ?

La géothermie est une ressource inépuisable et disponible localement sur la quasi-totalité du territoire français. Pour un Département, c'est la garantie d'une souveraineté énergétique retrouvée : on ne dépend plus des fluctuations des marchés mondiaux des énergies fossiles. C'est aussi un outil de décarbonation massif : une centrale géothermique peut réduire de **90 % les émissions de CO2** par rapport au gaz.

Chez Dalkia, nous gérons déjà plus de 70 installations, ce qui nous permet d'éviter chaque année environ 170 000 tonnes de CO2. Qu'il s'agisse de géothermie de surface pour des bâtiments (disponible sur 85 % du territoire) ou profonde pour des réseaux de chaleur urbains, c'est une solution de confort qui produit du chaud, mais aussi du froid l'été.

2. Dalkia est un acteur historique de cette filière. Quelle expertise apportez-vous concrètement aux projets de territoire ?

Notre légitimité repose sur plus de **50 ans d'expérience**. Nous exploitons d'ailleurs la plus ancienne centrale de géothermie profonde du bassin parisien, à Melun, depuis 1969. Aujourd'hui, Dalkia est le **premier opérateur français** en puissance installée.

Notre force est de maîtriser l'intégralité de la chaîne de valeur : de la connaissance du sous-sol et des techniques de forage (comme le premier forage subhorizontal réalisé à Cachan) jusqu'à la conception et l'exploitation des réseaux de chaleur.

Nous disposons d'une équipe d'experts dédiée et de techniciens qui maintiennent ces installations au quotidien pour garantir une performance optimale et sécurisée.

3. Quelles sont vos ambitions pour accompagner le déploiement de la géothermie dans les dix prochaines années ?

L'avenir est bas-carbone et local. Le potentiel est immense : la géothermie profonde pourrait couvrir jusqu'à 20 % des besoins en chauffage urbain d'ici 2050. Chez Dalkia, notre ambition est de tripler le nombre d'installations conçues et exploitées d'ici 10 ans avec 40 nouveaux projets. Malgré un investissement initial qui peut paraître élevé, ces projets sont soutenus par le Fonds Chaleur de l'ADEME et les Certificats d'Economie d'Energie (CEE). Cela permet de garantir un prix de l'énergie stable et prévisible sur le long terme pour les usagers. Pour autant, la géothermie est encore peu développée en France, notamment la géothermie de surface. Les projets sont encore coûteux et la filière en structuration.

En savoir plus :



dalkia.fr/geothermie



Podcast : La géothermie, l'énergie de demain



Contact : fabienne.martin@dalkia.fr

Au-delà des pierres : Cluny, ou la France bâtie dans le silence des pierres

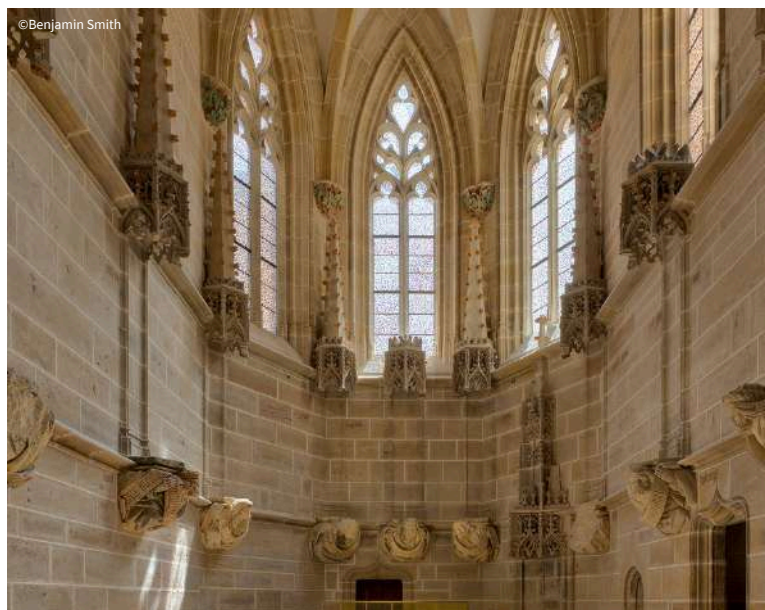
Il existe des lieux qui dépassent leur propre histoire.
L'Abbaye de Cluny fait partie de ceux-là.

Au cœur de la Saône-et-Loire, cette abbaye n'est pas seulement un monument religieux ou un vestige patrimonial admiré des visiteurs. Elle demeure l'un des plus puissants symboles de ce que la foi chrétienne a profondément apporté à la construction de la France et de l'Europe.

Lorsque Cluny rayonnait sur le continent, au Moyen Âge, des centaines de monastères lui étaient rattachés. Depuis cette terre bourguignonne partaient des moines, des idées, une vision du monde fondée sur la prière, le travail, la transmission et l'ordre. Bien avant les grandes administrations modernes, l'Église structurait déjà les territoires, organisait les savoirs et faisait vivre une civilisation entière.

Il faut imaginer ce que représentait Cluny à son apogée : une abbaye gigantesque, l'une des plus vastes de la chrétienté occidentale, capable d'attirer pèlerins, érudits et puissants. Mais derrière la grandeur des pierres, il y avait surtout une discipline spirituelle. Une vie rythmée par les offices, le silence et la recherche de Dieu.

C'est peut-être cela qui frappe encore aujourd'hui lorsque l'on traverse Cluny : cette impression étrange de stabilité dans un monde devenu mouvant. Les siècles ont passé, les guerres ont détruit une partie de l'édifice, les révolutions ont bouleversé l'ordre ancien, mais quelque chose demeure intact. Une forme de verticalité.



Dans une époque souvent dominée par l'instantané, l'abbaye rappelle qu'une civilisation ne se construit pas uniquement sur l'économie ou la technique. Elle se construit aussi sur des racines spirituelles, culturelles et morales.

Cluny raconte finalement une évidence que notre pays oublie parfois : les départements français sont aussi les héritiers d'une histoire chrétienne qui a façonné leurs paysages, leurs villages, leurs fêtes et jusqu'à leur identité profonde.



**Quand on a plusieurs vies,
on attend de sa mutuelle
qu'elle les protège toutes**

**La mutuelle spécialiste de la
protection santé et prévoyance
des agents publics**

**avec 90% de taux
de satisfaction adhérent**

(Baromètre annuel 2024 - INIT)

Fidèle aux valeurs du mouvement mutualiste, la Mgéfi promeut une santé qui se défend d'être une marchandise.

Choisir la Mgéfi, c'est rejoindre un système de solidarité unique fondé sur un engagement mutuel qui s'inscrit sur le long terme. Via un accompagnement personnalisé, des actions de préventions ciblées, et des solutions d'accompagnement social, **la Mgéfi s'engage concrètement aux côtés de ses adhérents.**

Bénéficiant de la robustesse du Groupe Matmut, la Mgéfi garantit une protection sociale humaine. Son savoir-faire éprouvé se fonde sur sa proximité et sa connaissance fine des besoins des agents publics.



La Chronique Santé : Santé mentale : le nouveau levier d'attractivité des territoires ?

PRÉSENTÉE PAR ALEXANDRE CHÉROUX

Longtemps restée taboue, la **santé mentale des soignants** s'impose aujourd'hui comme un enjeu central. Pour les futurs professionnels, l'appréhension de l'épuisement commence dès les bancs de la faculté. Face à ce constat, **les territoires qui font du bien-être un pilier de leur accueil** disposent d'un **atout décisif pour attirer la nouvelle génération**.

■ Un constat alarmant dès le cursus étudiant

Les chiffres sont connus mais rarement intégrés dans les politiques d'attractivité : selon l'ISNI, **66 % des étudiants en médecine déclarent avoir déjà vécu un burn-out**, et plus d'un sur deux présente des signes d'anxiété. Ce malaise touche toutes les filières, puisque plus de **56 % des étudiants en odontologie** sont également concernés.

Cette fatigue psychologique est souvent alimentée par la charge administrative, l'isolement et le stress de l'installation. En sortie d'études, le passage à la vie active sans encadrement familial devient une source de stress à part entière.

■ Le territoire comme « réducteur de charge mentale »

Aujourd'hui, un jeune soignant ne choisit plus seulement un lieu d'exercice ; il **choisit un cadre de vie**, une organisation et un équilibre. Pour les collectivités, l'enjeu n'est plus uniquement de rendre un territoire visible, mais de le rendre rassurant en devenant un véritable «**réducteur de charge mentale**».

■ L'importance du local

La mobilisation des politiques locales est essentielle pour offrir :

- **Un environnement sécurisant** : faciliter l'accès au logement (à l'instar des Maisons des Internes) et aux services.
- **Une intégration humaine** : briser l'isolement en créant des ponts avec les réseaux de professionnels locaux.
- **Un cadre de vie épanouissant** : valoriser un environnement propice à la déconnexion et à l'équilibre personnel.

■ L'attractivité passe par l'Humain

Les territoires qui se démarquent sont ceux qui ont compris que **l'installation ne se décrète pas, elle se prépare**. L'attention portée au bien-être devient un avantage concurrentiel majeur.

C'est dans cette logique que s'inscrivent aujourd'hui de nouvelles approches visant à **simplifier les parcours de découverte** et à **rendre visibles les conditions réelles d'exercice**. En présentant les territoires de manière structurée et humaine, on permet aux candidats de transformer l'appréhension de l'inconnu en un projet de vie serein.

"Prendre soin des soignants dès leurs premières décisions n'est plus une option, c'est un levier stratégique pour l'accès aux soins de demain."

■ Le saviez-vous ?

Des dispositifs d'écoute de pair à pair, comme le **Programme M**, se déploient pour accompagner les soignants en difficulté.

Mais au-delà des dispositifs, l'essentiel reste une vision : **faire de la sérénité un argument d'attractivité**.

■ Du côté de DocTripper

Notre plateforme met tout en place pour simplifier la recherche de stages / remplacements des étudiants en santé et des nouveaux soignants.

De nombreuses annonces, un accompagnement dédié, des avantages au moment de l'installation : simplifier leurs démarches, c'est leur permettre d'avoir un véritable équilibre vie pro - vie perso, et une charge mentale qui s'allège.

Parce qu'aujourd'hui plus que jamais, il est capital de prendre soin de ceux et celles qui soignent.



TotalEnergies produit de l'électricité renouvelable partout en France*.

430 centrales solaires, éoliennes
et hydrauliques** permettent à TotalEnergies
de vous fournir aussi en énergie renouvelable.



TotalEnergies

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

*Excepté en Corse au 20/10/2025. ** À fin août 2025.

TotalEnergies est une compagnie multi-énergies intégrée mondiale de production et de fourniture d'énergies (pétrole et biocarburants, gaz naturel, biogaz et hydrogène bas carbone, renouvelables et électricité), et qui garde le cap de sa stratégie de transition.

En savoir plus sur totalenergies.com/fr/transition-energetique

TotalEnergies SE - Capital social : 5 471 001 187,50 euros - 542 051 180 RCS Nanterre. Siège social : 2 place Jean Millier - La Défense 6 - 92400 Courbevoie - France.

Orange déploie le numérique au cœur des territoires meusiens

Quel est l'ancrage d'Orange dans les départements et en particulier en Meuse ?

Orange s'inscrit comme un acteur majeur du développement économique et social dans les territoires. Présent dans tous les départements, l'opérateur ne se limite pas à fournir des services de télécommunications. Ainsi Orange s'engage activement dans la vie locale, en partenariat avec les collectivités, les associations et les acteurs économiques et sa présence se traduit par une volonté forte d'accompagner la ruralité, de soutenir l'économie locale et de favoriser l'inclusion numérique.

Dans la Meuse, l'engagement d'Orange se manifeste notamment par des investissements dans les infrastructures, permettant de réduire la fracture numérique et d'assurer une couverture optimale. La présence physique de l'opérateur est également renforcée par deux boutiques situées à Verdun et à Bar-le-Duc, ainsi qu'une unité technique à Bar-le-Duc. Des locaux techniques importants sont également implantés à Saint-Mihiel, Commercy, Verdun et Bar-le-Duc, garantissant une maintenance efficace et une meilleure réactivité.

Par ailleurs, Orange participe activement à la vie économique locale en étant membre des « Entreprises s'engagent » (France Travail), une initiative portée par la CCI Meuse Haute-Marne, visant à faire se rencontrer entreprises et demandeurs d'emploi. L'opérateur est également partenaire de la CCI Meuse-Haute Marne et soutient des événements locaux tels que Verdun Expo, témoignant de son engagement dans le dynamisme économique du territoire.

Connectivité : quel est l'impact du très haut débit à l'échelle départementale ?

L'un des axes majeurs de l'action d'Orange dans la région est le déploiement du très haut débit. En Meuse, comme dans d'autres départements ruraux, cette évolution est essentielle pour réduire la fracture numérique et favoriser le développement économique. La mise en place de la fibre optique permet d'offrir des connexions plus rapides, plus stables et plus fiables, indispensables pour le télétravail, la télémedecine, l'éducation à distance ou encore le développement des entreprises locales.

L'impact du très haut débit est particulièrement fort dans les territoires de zones plus dispersées, où il constitue un véritable levier de désenclavement. La Meuse devient ainsi un laboratoire du numérique en milieu rural, où le numérique est utilisé comme un outil de cohésion et de développement local permettant aussi d'accroître l'attractivité du territoire.

Orange a également finalisé avec succès le déploiement de la Fibre Meuse Grand Sud, renforçant encore davantage la couverture numérique du département.



Patricia Lecocq,
Déléguée Régionale Orange Lorraine Champagne Ardenne

Sur le terrain, l'opérateur s'engage activement à rencontrer les collectivités, notamment lors des réunions des conférences de maires et des assemblées des EPCI, pour expliquer le processus de retrait du cuivre et accompagner la transition vers le très haut débit.

Comment Orange accompagne les départements en termes d'inclusion numérique ?

L'inclusion numérique est au cœur des priorités d'Orange. Conscient que l'accès à Internet ne suffit pas, l'opérateur développe des programmes pour accompagner tous les publics, notamment les plus fragiles ou éloignés du numérique. En Meuse, cette démarche s'est traduite en 2025 par la réalisation de 83 ateliers numériques pour près de 900 bénéficiaires.

Ces ateliers couvrent diverses thématiques : initiation à l'usage d'Internet, la sécurisation de ses données, éviter les arnaques en ligne... Par exemple, certains ateliers sont organisés dans des centres sociaux ou des maisons de quartier, pour permettre aux seniors ou aux demandeurs d'emploi de mieux maîtriser les outils numériques. Orange a signé un partenariat avec les Missions Locales du Grand Est pour accompagner 2000 stagiaires à travers ces différents ateliers numériques.

Orange s'inscrit comme un partenaire de confiance dans la dynamique territoriale, notamment en Meuse, en investissant dans la connectivité et en œuvrant pour une inclusion numérique accessible à tous.

Inventons aujourd'hui les territoires de demain.

Découvrez les solutions Orange
pour développer, optimiser
et protéger votre territoire.



Une licence de marque territoriale est un média qui rapporte

À l'heure où les territoires cherchent à conjuguer attractivité, cohérence de marque et création de valeur, la licence s'impose comme un levier stratégique encore sous-exploité. Entretien croisé entre Bruno Guillen, fondateur de l'agence Markeyters et expert reconnu des licences de marques publiques et Maxime Hürstel, Président de l'agence de communication Ipanema.

Le concept de « licence de marque » est partout autour de nous. De quoi parle-t-on concrètement ?

Bruno Guillen : il s'agit d'un accord par lequel un propriétaire de marque (une collectivité, un musée par exemple) autorise un tiers à utiliser son nom, son logo ou son univers sur des produits ou services, en échange d'une rémunération (redevances). Concrètement, elle permet d'exploiter une marque sur de nouveaux marchés sans produire soi-même, tout en garantissant cohérence, qualité et contrôle via un cadre contractuel précis. Cela est très répandu dans le monde de la consommation, et le concept se développe au sein des collectivités depuis une quinzaine d'années.

Maxime Hürstel : Au-delà du dispositif juridique et économique, la licence est une manière d'incarner la marque ailleurs que sur les supports de communication classiques. Elle prolonge le récit d'un territoire dans la vie quotidienne : un produit, un service, une expérience que l'on touche, que l'on consomme, que l'on partage. Pour un acteur public, c'est une nouvelle voie de passage : faire vivre sa marque dans des univers où la communication institutionnelle n'a pas sa place naturellement. La licence transforme un capital immatériel en présence concrète.



Bruno Guillen - Fondateur de Markeyters



Maxime Hürstel - Président de l'agence Ipanema

Comment les territoires français peuvent l'utiliser et dans quel but ?

B.G. : Pour valoriser leur image à travers des produits ou services porteurs de leur identité (gastronomie, naturalité, textile, design, etc.). L'objectif est d'accroître notoriété et attractivité, générer des revenus, soutenir l'économie locale et renforcer la protection juridique de leur marque tout en maîtrisant les usages de leur nom. Une licence de marque territoriale est un média. Mais un média qui rapporte. C'est une approche vertueuse unique.

M.H. : Je rejoins totalement cette idée du média qui rapporte. J'ajouterais qu'une licence de marque multiplie les points de contact avec les publics, là où la communication descendante atteint ses limites. Chaque produit licencié devient un ambassadeur du territoire, dans la durée, sur des marchés qu'une collectivité ne pourrait pas adresser seule. C'est un levier d'attractivité, mais c'est aussi un outil de cohérence : la marque territoriale se déploie partout avec la même promesse, le même récit. Et dans le contexte budgétaire actuel des collectivités, le fait d'associer rayonnement et retour sur investissement mesurable change vraiment la donne.

Comment un programme de licences de marque territoriale dynamise-t-il un territoire ?

B.G. : En permettant à des acteurs économiques d'un territoire de se réunir autour d'un projet et de valeurs partagées, un programme de licences génère des revenus additionnels et bien utiles pour un département. Il apporte une dynamique territoriale en créant des interactions entre les publics (consommateurs locaux ou visiteurs du territoire), les entreprises locales, et l'institution.

M.H. : Sur le plan de la marque, l'effet est puissant. Un programme de licences fédère un écosystème, les producteurs, les artisans, les commerçants, les distributeurs et il devient relais et porte-voix du territoire. Cela crée de la fierté d'appartenance, à la fois pour les habitants qui retrouvent leur territoire dans des produits qu'ils consomment, et pour les entreprises qui s'associent à une marque institutionnelle reconnue. On dépasse la logique transactionnelle : on partage une histoire, des valeurs, une vision. Et parce que ce récit est porté par une multitude d'acteurs, il gagne en authenticité, là où la seule parole institutionnelle peut paraître plus distante.

Existe-t-il des préalables à une politique de licences de marque ?

B.G. : Oui, une marque juridiquement protégée, un positionnement clair, des règles d'usage formalisées et adaptées (charte commerciale), une gouvernance définie et une capacité de contrôle. Ces ressources ne sont pas toujours disponibles et c'est tout l'intérêt pour un territoire de confier ce développement à une agence spécialisée.

M.H. : Le préalable, du côté de la communication, c'est d'avoir construit une marque territoriale solide, avec un positionnement clair, un récit identifiable et une promesse tenue par des preuves. Sans cette colonne vertébrale, la licence se résume à apposer un logo, ce qui appauvrit la marque au lieu de la valoriser. Il faut une stratégie pensée dans la durée, une discipline éditoriale et créative, et une vraie capacité à animer la marque auprès des licenciés comme du grand public. C'est précisément à cette articulation que nos deux agences se complètent : Markeyters apporte l'expertise de la licence et de la diversification, Ipanema celle de la stratégie de marque, du récit et de son déploiement. Une licence ne réussit que si elle s'adosse à une marque qui dit quelque chose de juste et de durable sur le territoire qu'elle représente.

« La licence de marque permet de valoriser l'image et l'action des collectivités à travers des produits ou services porteurs de leur identité. »



La Ville de Lyon a entrepris un travail de valorisation de ses marques événementielles comme la Fête des Lumières ou bien de ses marques de sites municipaux comme le Parc de la Tête d'Or.

I P A N E M A

Ipanema est une agence de communication indépendante fondée en 1999. Elle accompagne les entreprises, les acteurs publics et territoriaux dans la définition de leurs stratégies de marque, leur animation et leur déploiement.

Contact : Maxime Hürstel – m.hurstel@groupe-ipanema.com

Markeyters

Markeyters est une agence leader en France en licences et diversification de marques territoriales, fondée en 2012. Elle accompagne les acteurs publics dans la définition et la mise en place de stratégies de licences de marque, contribuant à en diffuser l'image et à générer de nouvelles sources de revenus.

Contact : Bruno Guillen – bguillen@markeyters.com



picoty



Construisez votre
mix énergétique
avec Picoty



SOLAIRE

Étude / Installation /
Entretien



IRVE

Étude / Installation /
Supervision



HVO/BioGNV

Distribution :
Stations-service /
Privatif



En savoir plus picoty.fr ou 05 55 89 38 05

L'énergie est notre avenir, économisons-la !



Et si

ta nouvelle vie

commençait...

ici ?

Plus de 15 000 offres d'emploi dans les métiers du soin

EMPLOI
Soignant

www.emploisoignant.com



Dalkia : pionnier et leader de la géothermie, partenaire de votre transition énergétique



Face aux défis climatiques, la géothermie s'impose comme une solution locale, durable et bas-carbone. Chez Dalkia, elle est une pierre angulaire de la décarbonation depuis des décennies. Forts de plus de 50 ans d'expérience, nous avons développé une expertise unique, de l'exploration du sous-sol à l'exploitation de réseaux de chaleur performants, au service de nos clients.

Pourquoi choisir Dalkia ?

Nous maîtrisons l'ensemble de la chaîne de valeur, garantissant des projets fiables et optimisés. Nos 70 installations témoignent de notre savoir-faire. Dalkia, c'est une équipe d'experts dédiée, capable de s'adapter à chaque territoire. Nous investissons massivement dans l'innovation et l'exploration pour tripler le nombre de nos installations d'ici 10 ans.



Dalkia s'engage :

- réduction des émissions de CO₂,
- stabilité des prix de l'énergie,
- création d'emplois locaux.

Avec Dalkia,
faites le choix d'un
avenir énergétique
responsable
et *performant*